

Du Développement du Chèque et du Paiement par Compensation EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(ès-Sciences Politiques et Economiques)

PRÉSENTÉE PAR

Marcel BROCHU

DATE DE SOUTENANCE : Lundi 30 Janvier, à 14 heures

JURY :

Président : M. William OUALID.

Suffragants { M. TRUCHY.
M. Roger PICARD.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS (IX^{me})

1927

Du Développement du Chèque
et du Paiement par Compensation
en France

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

Du Développement du Chèque et du Paiement par Compensation EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(ès-Sciences Politiques et Economiques)

PRÉSENTÉE PAR

Marcel BROCHU

DATE DE SOUTENANCE : Lundi 30 Janvier, à 14 heures

JURY :

Président : M. William OUALID.

Suffragants { M. TRUCHY.
M. Roger PICARD.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS (IX^{ME})

1927



BIBLIOGRAPHIE

- ALEXIANO. — L'économie du numéraire et le paiement par chèque, thèse (1920).
- ARNAUNE. — La monnaie, le crédit et le change, tome 1^{er} (1922).
- BEMBERG. — La révocation du chèque en droit comparé, thèse (1924).
- BLANCHET. — De la personnalité du tiré en matière de chèque, thèse (1924).
- BONNET. — La domiciliation du chèque, thèse (1924).
- BONNEVILLE DE MARSANGY. — La sécurité du chèque et les sanctions pénales, thèse (1925).
- BOUTERON. — Le chèque. Théorie et pratique (1923).
- BUISSON. — Le chèque et sa fonction économique, thèse (1923).
- DROUETS. — La provision en matière de chèque (1924).
- GERAUD. — Le chèque barré, thèse (1914).
- GIDE. — Cours d'Economie politique.
- GUYOT et RAFFALOVICH. — Inflation et déflation (1921).
- HARISTOY. — Virements en banque et chambre de compensation.
- JEVONS (Stanley). — La monnaie et le mécanisme de l'échange.
- MONTJOU (de). — Le chèque et la déflation monétaire, thèse (1924).

NOGARO. — La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains (1925).

PERREAU (Camille). — Cours d'Economie politique.

POUDOU. — Les procédés métalliques de paiement et le chèque postal, thèse (1919).

RIST. — La déflation en pratique (1924).

ROULLEAU. — Les règlements par effets de commerce en France et à l'étranger (1914).

ROY. — Le chèque de virement, thèse (1925).

THIBAULT. — Le chèque certifié, thèse (1924).

TRISCA. — Le chèque. Son internationalisation et son risque professionnel, thèse (1921).

TRUCHY. — Précis d'Economie politique.

VIDAL. — L'économie du numéraire (1917).

WITHERS. — Qu'est-ce que la monnaie ? (1920).

ZIMBOUKIS. — Le blocage de la provision en matière de chèque, thèse (1923).

Comptes rendus présentés aux assemblée générales annuelles des actionnaires de la Banque de France.

Comptes rendus des assemblées des actionnaires des principales sociétés de crédit.

Du Développement du Chèque et du Paiement par Compensation en France

INTRODUCTION

Après avoir été pendant des siècles l'instrument exclusif des échanges, la monnaie métallique s'est vu ravir ce privilège dans l'économie moderne. Elle contenait en elle le germe de sa déchéance, et l'évolution historique de la monnaie devait fatalement conduire à lui arracher son monopole. Sous la forme de pièces d'or et d'argent frappées, les signes monétaires avaient déjà en partie dépouillé le caractère de marchandises qu'avaient les monnaies primitives, et leur fonction monétaire s'en était détachée. Les créanciers n'acceptent pas en paiement des pièces d'or pour les utiliser directement, mais exclusivement pour acheter avec elles les objets dont ils ont besoin. Pour remplir son rôle d'intermédiaire des échanges, la monnaie n'a donc pas forcément à revêtir la forme extérieure d'un objet matériel. Elle peut se réduire à un signe figuratif, à un écrit.

La multiplication des échanges, et surtout l'élargissement des marchés, débordant le rayon d'une région et même les frontières d'un pays, ont déclenché cette phase nouvelle de l'évolution, en mettant en relief les inconvénients

du transport réitéré et à longue distance des pièces de monnaie, qui avaient longtemps suffi aux besoins d'une économie restreinte.

De là est sorti le merveilleux développement du papier représentant, sous des noms divers, des créances de nature variée : billets de banque, rentes sur l'Etat, actions, obligations, effets de commerce, ou même des droits réels, comme les cédules hypothécaires de la loi du 9 messidor, an III.

Ces titres ne sont même pas nécessairement représentatifs d'une somme en argent, comme l'étaient les reçus de dépôts réguliers en sacs cachetés dans les banques au Moyen Age, comme le seraient des billets de banque couverts intégralement par une encaisse métallique. En tout ou partie, ils reposent sur le crédit, sont des titres fiduciaires.

D'autre part, s'ils sont destinés à se résoudre en une somme d'argent, à une époque plus ou moins éloignée, ils offrent la caractéristique de contenir en eux-mêmes une valeur actuelle, qui permet leur transmission par des procédés très simples, par endossement ou par tradition, grâce à la clause à ordre ou au porteur. Ils circulent ainsi avant leur échéance et, fait remarquable, même s'ils sont à vue, le porteur, au lieu d'en exiger le remboursement en espèces, les transmet en règlement à un tiers, qui accepte. Parfois même, le créancier est tenu de les accepter en paiement (cours légal des billets de banque).

Grâce à cette intense circulation de ces titres, des transactions innombrables sont réglées sans monnaie métallique. Mais ne faut-il pas arriver nécessairement à terminer un jour la carrière de ces effets par un versement effectif du débiteur signataire à leur porteur ? — Le mécanisme des règlements par écritures permet de l'éviter, grâce à di-

vers procédés, qui se fondent sur le principe de la compensation. Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes (art. 1289 du Code civil) jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives (art. 1290).

La négociabilité des lettres de change permet de régler par compensation les transactions internationales. Au lieu d'expédier des fonds à leurs fournisseurs étrangers, les industriels et les commerçants achètent du papier de change, c'est-à-dire des traites tirées par des créanciers nationaux sur des débiteurs du pays étranger. L'ensemble des débiteurs, devenus créanciers de l'étranger, les dettes commerciales des deux pays s'éteignent par compensation jusqu'à concurrence de la somme la plus faible.

Dans les relations d'une banque avec ses clients, l'ouverture de comptes courants conduit aussi à des règlements par compensation. Par leur inscription au compte, les créances et les dettes perdent leur individualité juridique pour devenir de simples articles de crédit ou de débit du compte et la créance unique est représentée par le solde du compte à la date de sa clôture : celle-ci opère une compensation générale entre tous les articles du débit et du crédit, entre toutes les dettes et créances inscrites, ne laissant subsister qu'un solde débiteur ou créditeur.

Dans l'hypothèse du compte courant, la compensation se produit sans difficulté, car la condition essentielle de la réciprocité des obligations est remplie : les articles de crédit et de débit du compte du client correspondent à des articles égaux et inverses de débit et de crédit du banquier.

Entre les comptes de deux individus clients d'une même banque, cette condition n'est plus réalisée. Mais par

l'intermédiaire d'une dette sur le banquier, un virement d'un compte à l'autre, par inscription au débit d'un compte et au crédit d l'autre, permet de remplir cette condition et d'arriver par ce détour à la compensation.

Enfin, entre individus clients de banques différentes, la compensation peut être obtenue par un mécanisme comportant un degré de plus : un organisme, la chambre de compensation, joue le rôle d'intermédiaire entre les deux banques, comme la banque le jouait entre ses clients dans l'hypothèse précédente.

Tandis que la lettre de change est l'intermédiaire normal dans le règlement par compensation des dettes internationales, c'est surtout par le chèque que s'effectuent les règlements intérieurs sans numéraire par virements et chambre de compensations. Le chèque apparaît donc comme un précieux instrument de règlement des transactions sans monnaie.

Mais ce rôle d'instrument des échanges sans numéraires, qui est sa fin dernière, le chèque ne le remplit pas toujours jusqu'au bout. En Angleterre, aux Etats-Unis, le chèque se présente effectivement comme le succédané de la monnaie métallique et fiduciaire, et son emploi y est à ce point répandu qu'il a ravi, et de loin, aux métaux précieux, comme aux billets de banque, la première place comme procédé de règlement des transactions.

En France au contraire, les opérations de la vie commerciale et de la vie quotidienne nécessitent une abondante manipulation de billets de banque. Les achats de produits, les services, se paient communément en monnaie, et non pas en chèques.

Malgré le développement manifesté depuis quelques

années dans l'usage du chèque et de la compensation, l'emploi du chèque demeure dans une large mesure à des stades antérieurs au stade terminal du règlement par écritures, à des stades où le contrat de chèque se résout encore finalement en numéraire.

Ainsi nous apparaissent des degrés dans l'utilisation du chèque, des aspects divers de son rôle, des fonctions successives, plus ou moins complètes.

Dans un Chapitre 1^{er}, nous analyserons les différentes fonctions économiques du chèque, en essayant de dégager le triple objectif auquel répond sa création : le retrait de ses fonds par le déposant ; le paiement de créanciers ; la substitution du chèque à la monnaie. Nous nous attacherons principalement à cette troisième fonction, où le chèque apparaît avec toute sa perfection. Son analyse nous donnera l'occasion de comparer le rôle économique du chèque à celui du billet de banque et d'apprécier si la politique de substitution du chèque à la monnaie fiduciaire se justifie.

Une fois dégagé, le rôle du chèque comme facteur de la vie économique et monétaire, nous examinerons dans les trois chapitres suivants dans quelle mesure le chèque répond en France à chacun de ces trois objectifs. Le développement du chèque suppose essentiellement la multiplication des dépôts en banque : le chapitre II leur sera consacré.

La situation du déposant vis-à-vis de la banque une fois précisée, nous nous attacherons à celle du bénéficiaire du chèque. Nous exposerons, dans le chapitre III, les mesures législatives ou bancaires qui tendent à faire accepter aux créanciers d'être réglées par des chèques.

Enfin, nous décrirons dans le chapitre IV les mécanismes qui permettent de régler les chèques sans numéraire et les mesures législatives qui tendent à développer la compensation.

CHAPITRE PREMIER

Les Fonctions économiques du Chèque

SECTION I

Diversité des Fonctions du Chèque

Le chèque presque toujours a pour origine le dépôt de fonds par un particulier dans une banque. Pour la plupart des déposants français, le dépôt en banque est un moyen commode de se garantir contre la perte ou le vol de l'argent dont ils n'ont pas besoin immédiatement. Le fonctionnaire, le rentier, le retraité, au lieu de garder chez lui tout son traitement du mois, l'arrérage de son trimestre ou de sa pension, le dépose à sa banque à vue. Au fur et à mesure qu'il aura besoin d'argent au cours du mois ou du trimestre, il tirera des chèques à son profit. De même, le capitaliste qui attend une occasion favorable pour employer des fonds disponibles les dépose en banque et, le moment venu, se tirera des chèques pour les reprendre. De même encore, l'industriel ou le commerçant, place à la banque ses rentrées d'argent, et se tire des chèques pour payer ses fournisseurs, son personnel, ses impôts, ses traites.

Pour la masse des déposants, le chèque est un instrument de retrait par eux-mêmes des sommes confiées à la banque. Par exemple, la veille de l'échéance de ses traites,

le commerçant se tire des chèques à lui-même et va chercher à son compte les fonds pour les honorer.

Sous cette forme d'activité, le tirage du chèque à soi-même est la conclusion d'une opération simple de dépôt de fonds. Il ne joue pas le rôle d'un instrument monétaire ; il ne remplace pas le numéraire, et l'opération se liquide, comme le paiement d'un effet de commerce, d'une dette quelconque de somme d'argent, par un déplacement effectif de monnaie métallique ou de billets de banque.

On peut supposer qu'au lieu de l'utiliser pour retirer lui-même des fonds de son compte, le déposant le tire au nom de son créancier, qui l'accepte. La dette est éteinte sans que le débiteur ait remis directement du numéraire à son créancier. Mais l'opération est, en définitive, plus compliquée qu'un paiement direct, puisqu'elle exige l'intervention d'un tiers, le banquier, et elle déplace seulement, du débiteur au banquier, sans la supprimer, la remise effective du numéraire qui libère le débiteur.

Pour voir réellement apparaître la fonction monétaire du chèque, il faut compliquer encore l'hypothèse. Le créancier réglé par un chèque, au lieu de le toucher à la banque, l'endosse à son propre créancier ; celui-ci l'endosse à son tour à un de ses créanciers, et ainsi de suite. Le dernier porteur encaisse le chèque et l'opération aboutit à un déplacement de numéraire. Mais dans les rapports du tireur et des endosseurs intermédiaires, la circulation du chèque a bien été l'équivalent d'une circulation de monnaie, de billets de banque, puisqu'elle a libéré une série de débiteurs comme des paiements en numéraire. Cette circulation du chèque est absolument comparable à celle du billet de banque que le créancier, au lieu d'aller le conver-

tir en or à la Banque d'émission, transmet à son créancier et qui passe de main en main sans qu'en fait, aucun des porteurs successifs se le fasse rembourser en monnaie métallique.

Dans notre hypothèse, la circulation du chèque s'est arrêtée à un moment donné par la présentation à l'encaissement. La brièveté de son existence est une différence caractéristique avec le billet de banque, susceptible de circuler indéfiniment. En fait cependant, le mécanisme de l'escompte ferme à des époques régulières le circuit des billets et les fait revenir à la banque d'émission, par le paiement des effets échus et non, d'ailleurs, par les demandes de remboursement.

Ce circuit qui ramène périodiquement à la banque débitrice les billets émis, par le jeu des opérations commerciales, sans demandes de remboursement qui exigent des déplacements de monnaie métallique, le mécanisme des virements et des compensations permet aussi de le fermer pour le chèque sans intervention de numéraire. Le chèque remplit alors parfaitement le rôle d'un instrument monétaire, qui rend superflu l'emploi des signes monétaires métalliques ou fiduciaires et se substitue complètement à eux dans le règlement des transactions.

Le virement et la compensation, en faisant intervenir entre deux personnes ou deux établissements un intermédiaire, banquier ou chambre de compensation, instituent une réciprocité d'obligations qui manquait à leurs rapports juridiques et réalisant cette condition essentielle de la compensation, permet de l'effectuer.

Le virement suppose deux individus unis par un rapport d'obligation, et tous deux titulaires d'un compte à la même

banque. Pour solder son opération, le débiteur remet un chèque à son créancier sur cette banque. Au lieu de le présenter au remboursement, le créancier demande à la banque de le porter à l'actif de son compte. La banque inscrit le montant du chèque au débit du compte du tireur, au crédit du compte du porteur. Grâce au chèque, l'opération des deux parties est réglée sans numéraire : grâce à ces deux écritures, l'opération de chèque est liquidée sans transport de fonds de la banque au tireur, du tireur au porteur. Tout s'est réglé sans intervention de monnaie.

Quand les deux personnes en relation juridique n'ont pas de compte à la même banque, le virement, opération d'écritures d'ordre intérieur, n'est plus possible. Comment réaliser la condition de réciprocité des obligations, condition nécessaire de la compensation ? Par la création d'un organisme de plus, la chambre de compensation, qui va jouer entre les banques le rôle d'intermédiaire que la banque jouait entre ses clients par le virement. L'ensemble des chèques tirés par les particuliers sur chaque banque constitue une masse débitrice de cette banque au profit de l'ensemble des porteurs. Si l'on suppose que ceux-ci ont chargé les banques dont ils sont clients d'encaisser ces chèques, et de les inscrire au crédit de leur compte, les banques présentatrices deviennent créancières des banques tirées.

Le principe de la chambre de compensation consiste à considérer chaque banque comme créancière et débitrice, non pas de chacune des autres, mais de la chambre de compensation. Ainsi la réciprocité s'établit entre elles et la chambre de compensation pour la masse de ses créances et la masse de ses dettes, et la compensation peut jouer,

laissant un solde au profit de la banque ou de la chambre de compensation.

Enfin le solde non compensé de chaque banque ou de la chambre de compensation se règle lui-même sans numéraire. Les banques adhérentes à la chambre de compensation et celle-ci ont des comptes à la banque d'émission, et sont à cet égard dans la même situation que les clients d'une même banque. Leurs différences peuvent se liquider par des virements sur cette banque centrale, sans monnaie.

Si l'on supposait toutes les banques, sans exception, titulaires de comptes à la banque centrale, l'intermédiaire de la chambre de compensation serait même inutile, et tous les règlements pourraient se faire entre elles et leurs clients par virements sur cette banque commune. C'est, nous le verrons, par ce procédé des virements sur la banque d'émission que s'opèrent en France une masse de règlements par écritures, sans passer par une chambre de compensation.

L'usage du chèque, combiné avec le mécanisme des virements et des compensations, tend ainsi vers la suppression de la monnaie. « Les billets de banque, après avoir économisé la monnaie, finissent eux-mêmes par céder en grande partie la place à des procédés plus perfectionnés de paiement. C'est ce qui arrive du moins dans tous les pays où l'organisme des banques est souple, actif, et où la population est éveillée. » (1)

La substitution des billets de banque à la monnaie métallique a été un incontestable progrès économique. Elle a permis d'adapter le financement des transactions commer-

(1) Paul Leroy Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique* 2^e édit., tome III, p. 638.

ciales à leur extension numérique et géographique, en évitant des expéditions à grande distance de métaux précieux et pesants. En libérant une partie de ceux-ci de l'emploi monétaire, dans la mesure où l'émission dépasse l'encaisse, elle a permis de les affecter à la satisfaction immédiate des besoins. Elle a rendu moins coûteux le renouvellement du stock monétaire et, par là même, supprimé l'entrave que pouvait apporter au développement économique l'insuffisance d'un stock limité de métaux précieux. L'émission des billets ne connaît pas de limite dans la pénurie des matières premières et elle peut lancer dans la circulation autant de billets qu'en exige l'importance des transactions.

Mais si la création d'une monnaie fiduciaire, de papier, offre une telle supériorité sur la monnaie métallique, pourquoi avoir cherché à supplanter cette monnaie si peu coûteuse à fabriquer, si peu encombrante, d'une circulation si facile, par d'autres écrits, des lettres de change, des chèques, et poursuivi l'idéal de la suppression des billets de banque ?

SECTION II

Comparaison du Chèque et du Billet de Banque

Avant d'établir un parrallèle entre les billets de banque et les chèques, moyens de compensation, il est curieux d'observer que le billet de banque à l'origine a répondu aux mêmes besoins et participé de la même nature que le chèque, à tel point que celui-ci a été inventé par les banquiers privés d'Angleterre pour tourner l'interdiction légale d'émettre des billets de banque. Les banquiers d'Italie et de Hollande, les orfèvres de Londres, et même déjà des banquiers romains, recevaient des métaux précieux en dépôt régulier et délivraient en échange des récépissés qui circulaient de main en main. Le véritable billet de banque, non plus exactement représentatif d'un dépôt métallique, mais en partie fiduciaire, paraît avoir été inventé par Palmstruch, fondateur de la Banque de Stockholm, au milieu du XVII^e siècle, à l'occasion de l'escompte des effets de commerce. L'émission des billets a donc été à l'origine libre et privée, et les billets étaient destinés à un remboursement prochain, à vue. C'est seulement lorsque l'habitude du public d'accepter ces billets en paiement et de les faire circuler sans en demander le remboursement les eut transformés en une véritable monnaie que le principe de l'émission libre et privée a tendu à s'effacer devant le principe de la réglementation et du monopole.

En 1742, un acte du Parlement britannique, en vue de réserver à la banque d'Angleterre le privilège de l'émission des billets, interdit la création de nouvelles banques en vue d'émettre des valeurs sous forme de billets payables à vue

et au porteur. Cette prohibition a donné naissance au chèque. Au lieu de remettre à leurs clients des billets payables sur leur caisse, les banquiers de Londres imaginèrent d'inscrire au crédit de ces clients le montant des sommes qui leur étaient dues. Ils leur remettaient en même temps des carnets contenant un certain nombre de formules en blanc. Les clients pouvaient les remplir à leur propre profit ou au bénéfice d'un tiers quelconque et le banquier s'engageait à en payer le montant, à vue et au porteur, à condition d'être couverte par des fonds suffisants du client. (1)

Ce simple changement de méthode a permis aux Banques (Joint Stock Bank) de se créer à Londres, et de ruiner le monopole d'émission des billets de la Banque d'Angleterre. L'ancienneté du procédé explique pourquoi le chèque est si bien entré dans les habitudes anglaises et la place prépondérante qu'y occupent les règlements sans monnaie métallique ou fiduciaire.

Cette communauté d'origine du billet de banque et du chèque suffirait à prouver l'identité de leur fonction monétaire dans la vie économique. Elle fait de ces deux titres des organismes concurrents, dont l'un ne peut se développer sans nuire au développement de l'autre. En Angleterre et aux Etats-Unis, où les règlements par chèques et compensation sont beaucoup plus répandus qu'en France, la circulation des billets de banque est au second plan. Avant la guerre, elle dépassait à peine 1 milliard en Angleterre, tandis qu'elle atteignait 6 milliards en France, pour un volume

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce anglo-belge*, Bruxelles, 1908.

total de transactions certainement moins élevé qu'en Grande-Bretagne.

Détrôné de la première place, le billet de banque, dans les pays anglo-saxons, voit si bien s'effacer son rôle monétaire qu'il tend à y perdre son caractère fiduciaire, pour redevenir un titre simplement représentatif. La circulation des billets se rapproche peu à peu de l'encaisse ; elle lui est même parfois inférieure. En France, où la monnaie de papier est l'instrument prépondérant des échanges, elle conserve son caractère fiduciaire. Même avant la guerre, sa circulation dépassait sensiblement l'encaisse de la Banque de France.

Enfin l'indentité de fonction monétaire du billet de banque et du chèque se manifeste par une évolution du rôle et de la nature des banques de dépôts. A l'origine, les banques privées ont pratiqué librement les dépôts et les émissions. Puis, quand le rôle monétaire des billets de banque s'est affirmé, le régime des banques d'émission a tendu à la réglementation, à l'étatisation ou à l'unification, tandis que les banques de dépôt demeuraient libres, privées et multiples. Cette différenciation des banques d'émission et des banques de dépôts est le régime actuel des pays, comme la France, où les billets de banque conservent leur fonction monétaire prépondérante.

Au contraire, dans les pays où les chèques ont supplanté les billets, l'importance de leur rôle monétaire attire l'attention des pouvoirs publics sur les banques de dépôts, origine fondamentale de l'instrument des règlements. L'idée de réglementation s'étend des banques d'émission aux banques de dépôts. Par exemple, la législation des Etats-Unis leur impose l'obligation de conserver liquide une propor-

tion de 5 à 18 0/0 de leurs dépôts, obligation analogue à celle qui exige des banques d'émission un pourcentage entre l'encaisse et la circulation des billets.

On peut même entrevoir un nouveau stade de l'évolution, où le peu d'importance des billets en circulation, dépouillés de leur caractère fiduciaire, et purement représentatifs d'une encaisse équivalente, rendrait inutile la réglementation légale des banques d'émission et illusoire leur privilège, et permettrait le retour à l'émission libre et privée.

Puisque le billet de banque et le chèque ont une commune origine et peuvent jouer le même rôle dans l'organisation monétaire, il importe de se demander pourquoi de ces deux agents de règlement, tous deux simples écrits sans valeur matérielle, tous deux titres payables à vue, tous deux d'une circulation facile, le chèque a détrôné le billet dans les pays anglo-saxons et pourquoi les pouvoirs publics en France s'efforcent d'atteindre par sa vulgarisation le même idéal des règlements sans monnaie.

Les avantages et les inconvénients respectifs du billet de banque et du chèque méritent d'être analysés dans les rapports du débiteurs et du créancier et au point de vue de l'intérêt général.

Le chèque remis en règlement d'une dette au créancier représente, comme le billet de banque, un titre de créance sur un établissement chargé de le rembourser en monnaie métallique, et transmissible aux tiers. Mais le billet a la supériorité d'être émis sur un établissement officiel ou contrôlé par l'Etat, et son remboursement a pour garantie le solide crédit de cet établissement, résultant de son encaisse de son actif, de l'ensemble de la réglementation à laquelle

il est assujetti. Comme le cours légal oblige les créanciers à le recevoir en paiement, il circule dans le public sans conteste à l'égal de la monnaie métallique.

Le paiement du chèque n'est assuré que si l'établissement tiré est couvert par une provision suffisante. Le porteur n'a donc pas pour garantie le crédit tout entier de la banque de dépôts, mais la provision déposée par le tireur. Sans doute, le paiement du chèque est garanti par une provision réelle égale à son montant, tandis que le billet de banque n'a qu'une couverture métallique partielle. Mais le créancier, qui en accepte la remise fait confiance au débiteur, puisqu'il ignore à ce moment l'existence de la provision. L'opération comporte un élément d'appréciation personnelle à l'égard du débiteur ; tandis que le créancier qui reçoit un billet est assuré de l'écouler sans difficulté, le porteur d'un chèque ne peut le céder qu'à un tiers qui fasse confiance au tireur et à lui-même.

Toutefois un ensemble de dispositions légales viennent corroborer la confiance que le porteur doit mettre dans la bonne foi du tireur, en frappant de peines celui qui tire des chèques sans provision ou retire après coup la garantie sur laquelle le porteur est en droit de compter, en ajoutant à la responsabilité personnelle du tireur celles de tous les endosseurs successifs. Ces mesures, dont l'analyse formera une partie importante de notre étude, obvient à l'absence de cours légal du chèque et incitent les créanciers qui conservent la faculté de refuser ce mode de règlement, à l'accepter, en rendant plus certains l'existence et le maintien de la provision.

Au point de vue juridique, la remise d'un chèque produit des effets moins complets que la remise de billets de

banque. Elle n'entraîne pas la libération du débiteur, ni la novation de la dette. La dette subsiste avec toutes ses garanties jusqu'à l'encaissement effectif ou par écritures du chèque. Mais on peut affirmer qu'au point de vue économique, toutes les mesures qui ont pour but de rendre certaine la provision, tendent à faire de la remise du chèque un véritable mode de règlement, et par conséquent du chèque une véritable monnaie.

Quant au débiteur, les règlements par chèques lui procurent les avantages généraux des dépôts : il évite de garder chez lui l'argent ou les billets nécessaires pour ses paiements, et se garantit contre la perte ou le vol. Il évite en même temps des manipulations et des déplacements d'argent, coûteux ou dangereux, ou encombrants. L'envoi d'un chèque offre plus de sécurité pour lui et pour le créancier que l'envoi de billets ; les billets sont anonymes et ne portent pas trace de l'individualité de celui qui les transmet, ni de celui qui les reçoit, tandis que le chèque est revêtu des signatures du tireur et des endosseurs, qui engagent leur responsabilité, et de la signature du porteur qui l'acquitte.

Cet avantage est particulièrement marqué pour les chèques remis en règlement d'effets de commerce aux garçons de banque qui les ont escomptés. Ils les garantissent contre les dangers de perte, de vols et même contre les attentats, si fréquents contre leur personne.

Le règlement par chèque simplifie aussi la comptabilité du débiteur et rend moins onéreux son service de caisse. Il n'a même pas besoin de demander de reçus. Il lui suffit de conserver les talons de ses chèques ; en cas de contestation, la banque qui a payé et qui conserve les chèques dans

ses archives, lui fournira immédiatement la preuve de sa libération. En Angleterre, la banque retourne même le chèque au tireur.

SECTION III

Le Chèque et l'inflation

C'est surtout au point de vue de l'intérêt général que mérite d'être appréciée la supériorité du chèque sur les billets. Toute la politique française du chèque, surtout depuis la loi du 30 décembre 1911, tend à le substituer à la monnaie métallique ou fiduciaire, pour réaliser dans la plus large mesure le règlement sans monnaie des transactions. Vulgariser le chèque pour économiser le numéraire : tel était déjà à cette époque le mot d'ordre des pouvoirs publics et des dirigeants de la Banque de France. Depuis la guerre de 1914, l'accroissement de plus en plus considérable jusqu'au milieu de l'année 1926, du volume des billets de banque en circulation, a rendu le problème plus pressant. Le Parlement a pris de nouvelles et importantes mesures en faveur du chèque. La Banque de France en a vivement recommandé et facilité l'usage. Les pouvoirs publics et l'institut d'émission ont, à maintes reprises, affirmé que la pénétration de plus en plus profonde du chèque dans les habitudes françaises, en économisant le numéraire, aurait pour résultat de réduire l'inflation des billets de banque.

L'inflation, c'est le redoutable péril de la substitution de la monnaie fiduciaire du billet de banque sans couverture métallique intégrale, à la monnaie de métal précieux, si heureuse par ailleurs au point de vue du développement des transactions. L'émission des billets procure à la banque des fonds presque gratuits, grâce auxquels elle est à même de développer le volume et le profit de ses opérations, dans la mesure où les billets émis dépassent le montant de

son encaisse. Elle a la tentation naturelle d'augmenter ses émissions pour accroître en même temps ses bénéfices ; mais si le stock de billets en circulation dépasse trop sensiblement son encaisse, elle n'est plus en mesure de faire face aux demandes de remboursement. Les billets subissent une dépréciation qui peut réduire leur valeur à rien ; cette dépréciation atteint et bouleverse l'économie générale, en entraînant la hausse et le dédoublement des prix et la sortie de la monnaie de métaux précieux.

Les partisans de la liberté d'émission ont prétendu que ces craintes étaient chimériques et affirmé que ce principe conduisait automatiquement à la correspondance exacte entre le montant des billets émis et les besoins de la circulation. L'émission, en effet, ne dépend pas de l'arbitraire de la banque privilégiée. Ces billets sont lancés dans la circulation à l'occasion des opérations d'escompte, indépendantes du bon vouloir de la banque, et subordonnées au développement ou au ralentissement de l'activité économique, que reflète le nombre et le montant des effets de commerce. Les billets ne circulent pas indéfiniment : ils reviennent à la banque d'émission lors du recouvrement des effets de commerce réescomptés par elle. L'excédent d'émission se résorbe aisément par les demandes de remboursement.

Cette argumentation prête à la critique. Il appartient à la banque d'émission, en abaissant le taux de son escompte, d'accroître le nombre des effets escomptés et par conséquent d'agir sur le nombre des billets en circulation. Les billets ne reviennent pas nécessairement à la banque, par le règlement des effets de commerce. Le débiteur d'un effet peut le payer en monnaie métallique et la banque la lancer dans la circulation, laissant « en l'air » les billets

émis par l'escompte. Enfin, une émission excessive ne se résorbe pas automatiquement et immédiatement : le public ne s'aperçoit que trop tard de l'émission excessive, lorsque la banque ne peut plus rembourser les billets.

A l'heure actuelle, toutes les législations écartent la liberté de l'émission et imposent des limites à la circulation des billets. Tantôt leur montant doit être intégralement couvert, soit par l'encaisse et les créances de la banque sur l'Etat, comme en Angleterre, soit par des titres de rentes sur l'Etat, comme aux Etats-Unis avant 1908 ; tantôt le montant des billets ne peut dépasser l'encaisse de la banque que dans une certaine proportion, comme dans la plupart des pays ; tantôt, comme en France, il existe un maximum légal de billets, indépendant de l'importance de l'encaisse.

Mais aucun de ces régimes ne garantit une exacte correspondance entre les billets et les besoins de la circulation. Les deux premiers sont trop rigides : une fois atteint le maximum fixe ou la proportion légale entre l'encaisse et les billets, la banque ne peut ni créer un billet de plus, ni faire l'escompte ; le refus de crédit entraîne de nombreuses faillites. A trois reprises, en 1847, 1857 et 1866, l'Angleterre a dû suspendre l'acte de Robert Peel ; en 1890, des crises n'ont pu être évitées que grâce au concours de la Banque de France, par un prêt d'or ou par l'escompte. Aux Etats-Unis, la crise de 1907-1908 n'a été conjurée que par des importations d'or et la mise en circulation de billets privés du Clearing House. Dans le système de droit commun, la limite légale atteinte, la banque ne peut ni émettre des billets, ni faire l'escompte, ni même rembourser les porteurs, sans réduire son encaisse et violer la proportion exigée entre l'encaisse et les billets.

La limitation légale de l'émission ne permet donc pas au billet de banque de suivre exactement le mouvement des transactions et occasionne les pires désastres commerciaux et économiques, si une crise éclate à un moment où la circulation des billets atteint son niveau maximum.

En France, le régime d'émission présente, à vrai dire, plus d'élasticité. Dans cette hypothèse d'une crise survenant en période de circulation maxima, la Banque de France a la ressource, pour pratiquer l'escompte, de puiser dans son encaisse métallique, comme elle l'a fait au début de la guerre de 1914. Elle peut surtout demander à l'Etat d'élever le maximum de l'émission. Cette mesure a été accordée à plusieurs reprises, depuis la guerre, et elle n'a pas paru avoir le caractère révolutionnaire de la suspension de l'acte de Robert Peel, car le relèvement d'un maximum empirique est moins grave que la suspension du principe de l'émission entièrement couverte ou couverte dans une proportion déterminée. Si les circonstances l'exigent, la circulation des billets peut s'adapter aux besoins du commerce et de l'industrie.

Mais l'élasticité de la circulation fiduciaire est acquise au détriment de la sécurité de l'émission. Le billet n'est plus garanti contre les tentations de la banque, et surtout de l'Etat. On l'a vu depuis la guerre, quand la Banque de France a résisté aux demandes de nouvelles avances de l'Etat, mais a dû finir par céder. Le danger vient moins de la banque, soucieuse de la stabilité de ses billets, que de l'Etat, qui voit dans une émission supplémentaire un moyen commode de se procurer de l'argent sans emprunt dans un moment difficile. Alors les billets ne rentrent plus dans la circulation seulement par la voie normale de l'escompte,

qui correspond à des titres créés en vertu d'opérations réelles, mais par le paiement des dettes de l'Etat, qui ne représentent pas toujours des opérations productives. Ainsi restent dans la circulation un excédent de billets, qui ne se résorbe pas par le règlement d'effets de commerce, mais seulement par le remboursement problématique des avances de la banque par l'Etat.

Les billets de banque n'ont donc pas une souplesse suffisante pour s'adapter aux nécessités de la vie économique, augmenter immédiatement de volume en cas de crise ou de développement des transactions, se contracter quand se ralentit le mouvement des affaires.

Le chèque paraît se modeler beaucoup plus aisément sur les besoins essentiellement variables du commerce et de l'industrie. Il est la conséquence d'une opération, il est émis pour les besoins de celui qui en fait usage, en représentation d'une transaction réelle : il ne saurait donc manquer, comme le peut la monnaie métallique ou fiduciaire, dans une période de crise. Il ne peut pas non plus encombrer la circulation dans une période de contraction économique, puisque sa vie n'est pas perpétuelle, comme celle des billets, mais limitée à un court délai : si le porteur ne présente pas le chèque au paiement dans les cinq jours ou les huit jours, suivant que le chèque est émis sur la place ou déplacé, il perd ses recours en cas de faillite du tiré.

Cette souplesse du chèque comme instrument d'échange a paru aux pouvoirs publics, surtout depuis la guerre, sa principale cause de supériorité sur le billet de banque. Sans méconnaître les avantages qu'ils offrent aux parties liées par un rapport de droit en supprimant les risques et les frais des transports de numéraire, ils ont surtout vu dans

sa vulgarisation un moyen d'économiser le numéraire et d'atténuer le développement de l'inflation. Les travaux préparatoires des principales lois relatives au chèque depuis la guerre, (2 août 1917, 28 août 1924, 12 août 1926) insistent sur l'intérêt de ces réformes qui tendent à réduire les besoins de numéraire, par conséquent à libérer des billets de banque qui resteront dans la circulation pour les besoins courants chaque jour plus grands.(1).

Dans ses circulaires, dans les comptes rendus présentés par le gouverneur aux assemblées générales, la Banque de France revient aussi à plusieurs reprises sur l'opportunité et l'urgence de l'emploi du chèque à ce point de vue.

Cette économie de numéraire ne résulte pas cependant du simple usage du chèque comme instrument de règlement. Pour se réaliser, elle exige que le chèque remplisse jusqu'au bout sa fonction d'instrument des échanges, et qu'il aboutisse à un règlement sans monnaie, par virement ou compensation. Si, pour payer mes créanciers, je me tire des chèques à moi-même et que je leur remette de l'argent ou des billets, le chèque n'a pas économisé du numéraire ; il en est de même, si je remets des chèques à mes créanciers et que ceux-ci vont les encaisser. L'emploi des billets de banque n'est pas réduit, mais seulement différé : il ne faut pas dans la circulation un seul billet de moins.

Au contraire, si le créancier à qui j'ai remis un chèque l'endosse à son propre créancier, qui l'endosse à son tour, jusqu'à l'encaissement par le dernier créancier de la série ;

(1) Rapports de la Commission du Commerce et de l'Industrie et de la Commission des Finances sur le projet devenu la loi du 28 août 1924, S. O. Chambre, 25 et 26 août 1924. Doc. parl. annexes 491, et 492, p. 1514.

il y a véritablement économie de numéraire : une série d'opérations intermédiaires se sont réglées sans billets. L'opération finale, il est vrai se liquide par la remise de billets ; il en faut autant que si les débiteurs successifs s'étaient transmis les uns aux autres les billets détenus par le premier d'entre eux, ou déposés par lui à la banque. Mais en fait, à défaut de chèque, les divers débiteurs se seraient sans doute munis séparément de billets ; les mêmes n'auraient pas servi à tous les paiements. La circulation du chèque, en évitant les déplacements de billets, a permis, au contraire, d'opérer comme si les mêmes billets avaient circulé de main en main. Dans cette mesure, le chèque a évité les doubles emplois de billets, il en a réduit le besoin au strict minimum : il les a effectivement économisés.

L'économie de numéraire est surtout manifeste, lorsque le chèque se résout sans monnaie, même à sa dernière étape, par virement ou compensation. Si toutes les transactions pouvaient se liquider sous cette forme, la circulation des billets de banque serait évidemment inutile. Dans les pays anglo-saxons, le développement de ces procédés de règlements a considérablement réduit le rôle monétaire des billets et permis d'en maintenir la circulation dans d'étroites limites.

De cette constatation, il n'y a qu'un pas à l'affirmation que le chèque est un remède souverain contre l'inflation. C'est pour en prévenir l'aggravation, c'est pour la diminuer, que les pouvoirs publics s'efforcent de répandre l'emploi du chèque dans le public.

« Si la monnaie de papier, écrivait M. Ch. Gide, a l'avantage d'économiser la monnaie métallique, ce n'est qu'au prix de graves inconvénients et même de grands dangers.

Si donc on pouvait trouver quelque moyen d'économiser la monnaie métallique sans recourir à ce dangereux expédient, ce serait, certes, un grand bienfait. Or, ce moyen existe ; il est à la fois beaucoup* plus radical et beaucoup plus inoffensif. Il consiste tout simplement, non point du tout à remplacer un instrument d'échanges coûteux par un autre qui ne coûte rien, mais à supprimer tout instrument d'échanges.

« Supposons que tous les Français, sans exception, aient un compte ouvert dans une même maison de banque qui sera chargée d'encaisser, pour chacun de ses clients, toutes leurs recettes, qu'elle porte à leur crédit, et de payer toutes leurs dépenses, qu'elle porte à leur débit. Cette hypothèse est du reste, à peu de chose près, réalisée en Angleterre où tous les Anglais appartenant à la classe riche ont un banquier chargé précisément de faire pour leur compte cette double opération, etc. » (1)

Cette opinion a été soutenue avec une netteté particulière, dans une thèse dont l'auteur, membre du Parlement, a pris l'initiative de diverses propositions en faveur du chèque qui ont abouti au vote de la loi du 12 août 1926.

L'emploi généralisé du chèque, écrit M. Guy de Montjou, (2), permettant d'effectuer des échanges de plus en plus considérables sans qu'il soit nécessaire de mettre en circulation une quantité proportionnelle de numéraire, paraît être le moyen le plus efficace pour éviter la trop grande multiplication des billets. Il est émis par le public, il ne

(1) Ch. Gide, *Lettre adressée à l'Institut des Sciences Sociales de Bruxelles*, citée par Haristoy, Thèse, 1906, p. 581.

(2) Guy de Montjou, *Le chèque et la déflation monétaire*, Thèse, Paris, 1923, p. 28

peut être créé par le tireur qu'à la condition sine qua non, qu'une provision disponible et préalable existe, la surémission est donc impossible.

Comme il est également l'organe type du règlement par compensation, son intérêt, déjà grand, avant les bouleversements de ces dernières années, s'est accru encore depuis en raison des mouvements financiers considérables entraînés par la guerre.

« S'il était utilisé aussi fréquemment qu'il peut l'être, de nombreux billets devenant disponibles, la Banque de France pourrait faire des avances à l'Etat sans, pour cela, en émettre de nouveaux ; nos moyens de paiement s'en trouveraient augmentés, notre monnaie nationale serait moins instable et nous verrions s'aplanir pour elle la route du retour progressif vers sa valeur d'antan ».

Ce dernier passage nous paraît exprimer sur la fonction et la nature de la monnaie une opinion erronée, susceptible de compromettre la thèse même qu'il a pour objet d'étayer. Quel que soit son aspect extérieur, métaux précieux, billets de banque, écrits quelconques, opérations d'écritures, la monnaie a pour objet d'être l'instrument des échanges. Sa raison d'être, ce sont les transactions entre individus. C'est le volume des échanges qui détermine le volume des billets qu'il est nécessaire de mettre dans la circulation. Ces échanges résultent de la production des richesses et des services ; leur mesure détermine la mesure des billets nécessaires et leur valeur. Or, l'émission des billets se fait par le canal de l'escompte, c'est-à-dire par l'avance aux producteurs de la valeur des marchandises créées, valeur ensuite recouvrée sur le public acheteur par leurs débiteurs et restituée à la banque par le règlement des effets.

Dans une période normale, et sous les réserves précédemment faites, l'escompte règle donc à peu près les besoins de billets sur les besoins des échanges.

Les émissions résultant d'avances à l'Etat en période de crise ont un tout autre caractère. En échange des billets reçus, l'Etat remet bien aussi un titre à la Banque, qui le lui escompte. Mais ces bons du Trésor ne représentent plus, comme les effets de commerce, des opérations réelles destinées à se transformer en argent à une date précise et peu éloignée. Ils sont seulement la reconnaissance d'une dette, d'un emprunt, dont le remboursement n'est pas prévu pour une époque déterminée et rapprochée et dépendra, non pas du simple jeu de la circulation d'une marchandise créée, mais des facultés générales de paiement de l'Etat. En un mot, l'opération n'est pas une avance sur une transaction réelle, mais un emprunt pur et simple.

C'est le danger de telles émissions de n'avoir pour support que le crédit de l'Etat, d'autant plus affaibli qu'elles sont plus abondantes, et pour limites que l'importance sans cesse accrue de ses besoins et la capacité de résistance de l'institut d'émission.

Elles détournent, en un mot, les billets de banque de leur fonction normale d'instruments des échanges, pour en faire des instruments d'un crédit à terme incertain et non gagé. Voir, avec M. de Montjou, dans l'utilisation plus fréquente du chèque le moyen de fournir à l'Etat des avances avec les billets rendus disponibles, sans en émettre de nouveaux, ce n'est pas du tout remédier à l'inflation. L'inflation monétaire n'est autre chose que l'excès des billets sur les besoins des échanges. Par l'emploi du chèque, on réduirait ces besoins monétaires ; mais par les avances à

l'Etat on maintiendrait dans la circulation des billets désormais inutiles.

Partant de cette conception de l'inflation, un membre du Parlement a même pu soutenir en thèse générale que l'usage du chèque, en réduisant le besoin de numéraire, avait pour effet d'aggraver l'inflation, en maintenant dans la circulation une masse de billets correspondant à des besoins d'échange encore diminués. Au cours de la discussion devant le Sénat du projet de loi sur le règlement par chèques des effets de commerce qui est devenu la loi du 28 août 1924, l'honorable M. Chastenet défendait cette opinion dans les termes suivants :

« Le but que poursuit ce projet, le ministre l'a dit dans son exposé des motifs, est de réduire les besoins du numéraire. Est-ce la politique qui actuellement doit être la nôtre ? Je ne crois pas.

« Le chèque est une monnaie..., la plus perfectionnée, la monnaie de l'avenir, monnaie réelle et représentative, comme devrait l'être et n'est pas malheureusement notre billet de banque.

La monnaie n'est plus le véhicule, l'intermédiaire des échanges, elle se borne à son rôle principal. L'or déposé dans les caves des banques remplit sa fonction primordiale d'étalon des valeurs.

Autant que quiconque, je suis partisan de l'usage du chèque. Je me rappelle avoir été le premier à déposer une proposition pour la création du chèque postal. Lorsque pendant la guerre, il y a eu le phénomène de thésaurisation, je suis encore de ceux qui sont intervenus pour demander qu'on favorise l'usage du chèque et des chambres de compensation.

Mais maintenant, la situation n'est plus la même. De quel mal souffrons-nous ? Nous souffrons d'un mal qu'on peut appeler l'excès de la circulation. Il y a eu en 1923 une grande enquête monétaire pour savoir quelle était la quantité de monnaie répondant aux besoins de notre circulation. La commission d'enquête conclut que cette circulation devait être de 6 milliards environ. Or, nous avons 40 milliards en circulation.

Il ne faut pas oublier que la monnaie est une marchandise, qu'à ce titre, elle est soumise à la loi de l'offre et de la demande et que celles-ci sont en fonction des besoins. C'est parce que notre stock monétaire dépasse nos besoins que la monnaie se trouve dépréciée, cette dépréciation entraînant avec elle la hausse des prix. Or, vous le dites M. le Ministre, vous le dites expressément, dans votre exposé des motifs, avec une candeur à laquelle je rends hommage, vous voulez « réduire les besoins de numéraire ». Mais en réduisant encore les besoins de monnaie, alors que celle-ci est déjà bien supérieure à nos besoins, vous tendez à la déprécier davantage. Vous augmentez le stock monétaire, déjà trop lourd, et vous le laissez retomber de son poids encore accru sur la circulation. Il me semble que le raisonnement a par lui-même une rigueur mathématique et qu'il est démontré qu'en diminuant les besoins de monnaie, en augmentant la circulation de signes monétaires, vous faites de l'inflation, de l'inflation avec toutes ses conséquences funestes, dépréciation de la monnaie, écarts des changes, hausse des prix et tous autres résultats néfastes sur lesquels je ne veux pas insister. » (1)

(1) S. O. Débats parlem. Sénat, séance du 27 août 1924.

Cette thèse apparemment paradoxale serait fondée, si tous les billets économisés par les règlements sans monnaie demeureraient dans la circulation. L'inflation, en effet, ne se mesure pas à l'excédent des billets émis sur les besoins monétaires, mais à l'excédent des billets en circulation. Or, que deviendront les billets libérés par l'usage plus fréquent du chèque ? Ayant perdu leur emploi, ils se retireront de la circulation. Ils s'emploieront en épargnes : placements à court terme, reports, dépôts en banque, bons du Trésor, bons de la défense nationale ; placements à long terme, emprunts d'Etats, valeurs industrielles, immobilisations en achats de propriétés, en commandites. Transformés en capitaux par l'épargne, en immobilisations par les emprunteurs, ils constitueront une masse de réserve au lieu d'une monnaie d'échange.

Il en sera de même des billets thésaurisés par les particuliers par prévoyance ou en attente d'emploi. Le danger, c'est de voir dans un moment de panique, la masse des billets thésaurisés ou employés à vue ou à court terme jetée sur le marché, par crainte d'une dépréciation plus accusée encore. Ils viendraient alors augmenter la quantité de monnaie fiduciaire en circulation et aggraver l'inflation. C'est en partie pour éviter ce résultat qu'un emprunt a été récemment émis en vue d'absorber les disponibilités à vue des particuliers et des banques aux comptes courants du Trésor.

En résumé, il paraît exagéré de dire que la vulgarisation du chèque aggrave l'inflation monétaire, puisqu'elle suspend au moins temporairement la circulation des billets en excédent. Elle maintient seulement une masse de réserve toujours dangereuse par les mouvements spécula-

tifs qu'elle est susceptible de déclencher brusquement et d'un seul coup sur le marché. Elle contribue aussi à l'inflation dans la mesure où les billets libérés de leur affectation monétaire sont conservés dans la circulation au lieu d'être épargnés. Elle contribuerait surtout à l'aggraver, si ces billets servaient à financer la marche des services publics par de nouvelles avances à l'Etat, source fondamentale de l'inflation par la nature de l'opération d'emprunt qu'elles constituent.

Sous ces réserves, la vulgarisation du chèque peut donc être recommandée comme un moyen de réduire l'inflation monétaire et surtout d'en prévenir d'aggravation tout au moins lorsqu'elle va jusqu'au règlement final sans monnaie, par virement ou compensation. L'exemple des Etats-Unis et de l'Angleterre, où ces procédés ont permis de faire face à de formidables dépenses de guerre sans accroissement du stock de monnaie fiduciaire, en sont la meilleure démonstration.

Mais ne retombe-t-on pas de Charybde en Scylla, et, pour éviter une inflation de billets, n'arrive-t-on pas à susciter une inflation de chèques ? L'inflation est l'excès des signes monétaires sur les besoins des échanges. En supprimant les signes monétaires, on devrait, semble-t-il, supprimer l'inflation avec les instruments même des échanges. Mais est-il exact de dire que le chèque abroge tout instrument d'échange ? Il en est bien un, puisqu'il faut, pour régler une relation juridique par virement ou compensation, émettre un chèque. C'est un titre de créance sur une banque, comme le billet de banque est un titre de créance sur la banque d'émission. C'est une véritable monnaie qui circule même de main en main. A première vue, il ne paraît

pas susceptible d'inflation, puisqu'il est créé à l'occasion d'une opération réelle et qu'il a pour garantie un dépôt effectif. Mais d'où provient l'inflation des billets ? Des avances à l'Etat, c'est-à-dire de la création de billets, de créances contre la banque d'émission, sans contrepartie réelle, en un mot, d'une véritable opération de crédit sans contre-poids.

Or, pour concevoir une inflation ayant son origine dans le chèque, il suffit de supposer l'émission d'un chèque dans des conditions similaires, comme opération de crédit sans contrepartie. Sans doute, le chèque doit-il l'avoir toujours sa contrepartie dans une provision préalable et disponible ; mais cette provision peut consister tout simplement dans une ouverture de crédit consentie par la banque tirée au titulaire du compte. Il suffit qu'une banque autorise ses clients à tirer des chèques sur elle sans dépôt préalable de fonds et s'engage à les acquitter, en en portant seulement le montant au débit de leur compte. Dans cette hypothèse, la banque crée un pouvoir d'achat sans contrepartie monétaire, comme la banque d'émission le crée au profit de l'Etat et de ses fournisseurs. Or, l'inflation, ce n'est pas autre chose que la multiplication des pouvoirs d'achat en présence d'un stock de marchandises et de services uniforme. Sans attacher à la théorie quantitative de la monnaie la valeur d'une loi mathématique rigoureuse, on peut dire que la monnaie est une sorte de bon donnant droit à une quote-part du stock total des richesses. Ce stock demeurant immuable, et les signes monétaires étant multipliés, chacun d'eux donne droit à une quote-part plus réduite. Toute création de pouvoirs d'achat, sans augmentation correspondante du stock des marchandises, qu'elle ré-

sulte d'émission de billets par crédit à l'Etat, ou d'émission de chèque par crédit au tireur, est une inflation qui engendre la hausse des prix.

Cette hypothèse n'est pas purement théorique. Si, en France, les dépenses de guerre ont été couvertes par des avances de la Banque de France à l'Etat, avec relèvement du maximum d'émission des billets et cours forcé, l'Angleterre et les Etats-Unis ont financé la guerre moins par des billets qui n'ont pas eu cours forcé, que par des crédits en banque. L'Etat demandait aux banques l'autorisation d'ouvrir des crédits sur elles et, pour souscrire aux emprunts de l'Etat, les particuliers demandaient aux banques d'augmenter le montant des tirages qu'ils pourraient effectuer sur elles.

Cette pratique n'évite l'inflation monétaire que pour lui substituer une inflation de crédits, dangereuse elle aussi. Elle appelle donc des réserves expresses sur l'efficacité du chèque comme remède à l'inflation. « On a souvent préconisé en France, écrivait M. Arnauné, (1), le développement du système des dépôts en banque, des virements et des compensations de chèques, comme un remède préventif de l'inflation fiduciaire. C'est lui prêter plus de vertu qu'il n'a. Il peut y avoir une inflation des crédits comme une inflation des billets de banque. Elle s'est produite pendant la guerre en Angleterre et aux Etats-Unis. Il y a eu, dans l'un et l'autre pays, ce que l'on a appelé une « fabrication de crédits. » Les souscriptions aux emprunts publics ont été alimentées pour une grosse part, non par les écono-

(1) Arnauné, La monnaie, le crédit et le change, 1922, tome 1^{er}.

mies des particuliers, mais par des avances obtenues des banques, auxquelles ont été données comme sûretés des valeurs mobilières, parini lesquelles figuraient les titres mêmes des emprunts. Les crédits ouverts aux clients des banques ont été transférés par l'effet de leurs souscriptions au compte du Trésor, qui, les employant aux dépenses de guerre, les a transférés lui-même à ses fournisseurs. Ceux-ci, à leur tour, s'en sont servis pour régler la majeure partie de leurs propres obligations au moyen de virements ou de chèques que leurs créanciers versaient au crédit de leurs propres comptes de banque. Ainsi s'est formé dans les banques un stock de crédits grandissant. On admet en Angleterre et aux Etats-Unis que cette inflation a contribué à la hausse générale des prix, en fournissant à la demande de consommations l'adjuvant et le stimulant de moyens d'achat énormément accrus. Elle pèse lourdement, quoique à des degrés différents, sur la situation économique et financière de l'un comme de l'autre de ces pays ».

Cependant, s'il convient d'englober sous le nom d'inflation toute augmentaton des pouvoirs d'achat non accompagnée d'une augmentation des marchandises, toutes les causes d'inflation ne nous paraissent pas agir avec une égale énergie.

Tout d'abord, le mécanisme même de la création des chèques-crédit impose à leur développement une barrière qui n'arrête pas l'émission des billets de banque. Celle-ci trouve un frein dans des dispositions légales ; mais celles-ci sont trop élastiques pour être une sérieuse garantie, ou trop rigides pour n'être pas suspendues en cas de crise. Les avances à l'Etat garanties par la puissance de son crédit,

n'ont plus dès lors pour limites assurément bien illusoires que ses besoins et son crédit.

Au contraire, la création de chèques-crédit ne met pas les banques privées, par définition plus indépendantes que la banque d'émission, en relations avec l'Etat seul. Elle se fait aussi par autorisation de tirages sans provision matérielle au profit de la clientèle : elle suppose alors un crédit des banques à leurs clients, c'est-à-dire un élément d'appréciation de leur situation personnelle, qui vient arrêter ce genre d'opérations à la sphère des relations entre les banques et leurs clients. De même, la circulation des chèques ainsi créés supposant le même élément de confiance personnelle, de crédit, ne dépasse pas une certaine classe sociale, à la vérité d'autant plus nombreuse que l'usage du chèque est plus entré dans les mœurs, et ne se répand pas, comme les billets de banque reçus par l'Etat de la banque, dans toutes les couches de la population comme instrument unique des échanges.

Ce moindre degré de circulabilité ne fait pas du chèque un instrument d'achat pour les dépenses courantes aussi commode que le billet de banque. Celui qui a frs. 1.000.- en poche est plus tenté de les dépenser que celui qui a un crédit en banque, et trouvera plus aisément un fournisseur pour les accepter. Les banques, il est vrai, ne laissent pas dormir l'argent des dépôts, et le lancent dans la circulation ; mais tandis que le déposant achèterait surtout des objets de consommation, les avances et les escomptes consentis par la banque avec les dépôts aident la production, ce qui est de nature à déterminer une baisse des prix.

On objecte, en sens inverse, que le procédé du chèque

est dangereux, parce que le titulaire est tenté de détacher des chèques de son carnet beaucoup plus facilement qu'il ne sortirait des billets de banque de son porte-feuille, et à inscrire sur ses coupures des sommes élevées sans beaucoup plus de difficulté que des sommes peu importantes : il le porte ainsi à la prodigalité. En tous cas, la nécessité d'avoir une provision disponible et les pénalités sévères qui frappent l'émission sans provision limitent cette tentation aux sommes dont le déposant aurait pu disposer directement en billets de banque.

A un autre point de vue, la perpétuité des billets de banque permet de les thésauriser ou des les accumuler en dépôt à vue, ce qui réduit la circulation, mais risque d'aggraver l'inflation, en les jetant en masse sur le marché des transactions en une période de crise et de dépréciation, pour les remplacer par des valeurs réelles (valeurs mobilières, propriétés, commandites, etc.). La brièveté d'existence du chèque écarte ces dangers. (1). Le chèque n'encombre pas le marché monétaire, puisqu'il le quitte presque immédiatement après y être entré. (2).

D'autre part, la courte durée du chèque et son moindre degré de négociabilité lui confèrent une vitesse de circulation moins grande que celle des billets de banque, acceptés obligatoirement par tout créancier et durables. Or si un billet circule un plus grand nombre de fois dans une même période de temps, cela revient au même que si le nombre des billets était plus considérable.

(1) Trisca, *Le chèque. Son internationalisation et son risque professionnel*, p. 10.

(2) de Montjou, *Le chèque et la déflation monétaire*, p. 34.

Enfin la valeur d'un instrument monétaire ne dépend pas seulement de l'importance du stock en circulation. Même si l'on ajoute à ce facteur, avec Irving Fisher, l'influence de la vitesse de circulation et des succédanés monétaires, la théorie quantitative de la monnaie ne rend pas compte parfaitement de la complexité des phénomènes monétaires. A ces éléments objectifs et numériques s'ajoutent, pour déterminer la valeur d'une monnaie, des facteurs psychologiques. La théorie quantitative est impuissante à expliquer la dépréciation brusque et rapide des billets de banque à la suite d'une panique, la quantité de billets en circulation demeurant la même. En Allemagne, en 1923, la dépréciation des prix a été plus rapide et plus accentuée que l'augmentation du stock de billets. Or ce facteur psychologique agit plus énergiquement sur le billet que sur le chèque. La publication hebdomadaire du bilan de la Banque de France fait connaître à tout le public la quantité des billets en circulation, le montant des avances de la Banque à l'Etat, la proportion de l'encaisse à la circulation fiduciaire. La situation politique extérieure et intérieure, la situation économique et budgétaire, rejaillissent sur le crédit de l'Etat, et, par conséquent de la Banque, en faisant prévoir de nouvelles avances et émissions qui retardent le retour à la convertibilité des billets. Si ces éléments sont défavorables, leur effet psychologique se traduit immédiatement sur le cours du franc. Au contraire, le montant des comptes courants créditeurs n'est connu que par les bilans annuels des grandes banques, inaccessibles dans leur contenu et leur signification à la grande masse. L'effet quantitatif est peut-être le même que pour les billets ; l'effet psychologique est beaucoup plus atténué.

L'exemple de l'Angleterre illustre d'une manière très frappante cette opinion que le chèque offre moins de danger que le billet de banque au point de vue de l'inflation. Malgré les énormes dépenses de guerre de l'Angleterre, et le chômage qui lui a coûté si cher, le coût de la vie y a proportionnellement beaucoup moins monté qu'en France et le change s'y est maintenu sensiblement au pair. La revalorisation de la livre sterling a pu être obtenue par la suppression des crédits fabriqués, plus facile à réaliser rapidement que la résorption d'un excédent de billets en circulation.

L'analyse comparative des effets économiques des billets de banque et des chèques comme modes de règlement nous a permis de mettre en relief la supériorité du chèque comme instrument monétaire, dans les rapports des créanciers et des débiteurs comme au point de vue de l'économie générale. Ses avantages sont surtout intéressants lorsque, remplissant jusqu'au bout son rôle de succédané de la monnaie métallique ou fiduciaire, le chèque aboutit au règlement des transactions sans monnaie, par des endossements successifs et surtout par des virements et des compensations.

Il est donc éminemment souhaitable, pour le développement des transactions privées et, dans les circonstances actuelles, comme remède préventif à la situation monétaire, que l'usage du chèque aille en se développant et, pour sortir son plein effet, qu'il se résolve par des règlements sans écritures. Ces résultats sont subordonnés à la réunion de trois conditions essentielles. C'est d'abord la multiplication des comptes en banque, puisque l'émission des chèques suppose l'existence d'un compte de dépôt ou d'un compte courant créditeur. Puis, pour que le chèque serve d'instru-

ment de règlement, il faut que les créanciers l'acceptent en paiement. Enfin pour qu'il supprime entièrement l'emploi de la monnaie, il faut qu'il se règle par écritures.

CHAPITRE II

Les Dépôts en Banque

Bien que la législation française du chèque autorise le tirage sur une personne quelconque, dans l'immense majorité des cas, on peut dire : en pratique, exclusivement, c'est l'ouverture d'un compte en banque qui donne naissance au contrat de chèque. La première condition de la vulgarisation du chèque, c'est donc le développement des comptes en banque, comptes de dépôts à vue, et comptes courants créditeurs.

SECTION I

Le mouvement des Dépôts en Banque en France

Il est difficile de dresser la statistique des dépôts et comptes courants créditeurs des banques au point de vue de la progression des chèques, parce que la plupart des établissements de crédit englobent sous la rubrique « Comptes de dépôts » des dépôts à court terme et des comptes d'escompte.

Sous le bénéfice de cette réserve, les bilans de l'ensemble des quatre principaux établissements de crédit font ressortir une progression à peu près continue de ce poste :

au 31 décembre	1863	356.046
«	1873	827.024
«	1883	1.667.166
«	1893	2.162.471
«	1913	5.334.900
«	1914	3.708.900
«	1915	3.595.500
«	1916	4.263.000
«	1917	5.962.300
«	1918	6.669.400
«	1919	11.947.400
«	1920	13.230.500
«	1921	13.352.900
«	1922	14.115.600
«	1923	15.023.200
«	1924	14.853.400

Cependant, si l'on tient compte de la dépréciation du franc, on remarque que malgré un rapide relèvement après le fléchissement des premières années de la guerre, le montant des dépôts, traduit en francs-or, demeure inférieur depuis 1914 à celui de l'année 1913.

C'est là un fait fâcheux de nature à contrarier le développement du chèque et de l'économie générale. Les dépôts en banque sont, en effet, le réservoir des épargnes des particuliers, où viennent puiser la bourse, le commerce et l'industrie. C'est par les dépôts que les banques drainent les capitaux les plus minimes, fonds destinés par les déposants à des consommations ou à des emplois ultérieurs. Ce sont des dépôts irréguliers, dont les banques ne conservent liquide qu'une faible partie, et qu'elles emploient en reports aux spéculateurs en bourse, en escomptes d'effets, au com-

merce et à l'industrie, en avances à court terme aux capitalistes.

Le montant insuffisant des dépôts depuis la guerre tient , pour partie à des causes économiques générales, réduction des disponibilités par suite de la cherté de la vie, du ralentissement des affaires, des charges fiscales. Il s'explique surtout par le coup terrible porté à la confiance des particuliers par le moratorium des dépôts décrété au début des hostilités. Ceux qui déposent des fonds à vue veulent avoir la certitude de les retirer à première réquisition. Le moratorium a fait apparaître un défaut de liquidité des dépôts, et bien qu'il ait reçu des atténuations successives et que les banques y aient renoncé avant son abrogation officielle, la confiance perdue a été longue à revenir.

La preuve de cette influence durable du moratorium sur le mouvement des dépôts est fournie par la progression du nombre des comptes de dépôts et de leur montant à la Banque de France, bien qu'elle ne serve aucun intérêt aux déposants : c'est qu'elle n'a pas opposé à ses clients le bénéfice du moratorium. Le nombre des comptes de dépôts et comptes courants créditeurs est passé de 127.963 en 1913 à 207.400 en 1917, 308.800 en 1921 et 345.700 en 1926. Leur montant, qui ne dépassait pas 575 millions de francs, en 1913, atteignait 2.650 millions dès 1914, 3.127 millions en 1919 pour fléchir à 1.959 millions en 1924, et remonter à 3.168 en 1925 et 5.647 millions en 1926.

La Banque de France recueille du reste des dépôts de fonds d'origines particulières, notamment des comptes publics, en raison des opérations qu'elle effectue pour le compte du Trésor. Le mécanisme des mandats de virements

suppose aussi des comptes créditeurs au profit des banques et des agents de change.

A ces causes dues à des conjonctures se rattachant à la guerre et dont l'effet se prolonge encore, il faut ajouter pour expliquer le montant insuffisant des dépôts, des causes d'ordre général et permanent.

SECTION II

**Causes générales du mouvement des Dépôts
en Banque**

La confiance est la première condition des dépôts. Or les faillites trop fréquentes de banques jettent de la méfiance dans la clientèle des déposants. La profession de banquier est libre et cette étiquette dissimule assez souvent des escroqueries de grande envergure. N'importe qui peut se dire banquier et attirer des fonds de l'épargne. Il conviendrait de soumettre l'exercice de cette profession à des conditions de capacité et d'honorabilité et d'exiger, par exemple, des banques de dépôts le maintien d'une certaine proportion entre les dépôts en l'encaisse, comme la loi américaine.

La grande masse des fonds en dépôt est, il est vrai, drainée par les grands établissements de crédit, qui offrent, en fait, des garanties sérieuses de stabilité et de solvabilité. Leur politique, qui n'est soumise à aucun contrôle des pouvoirs publics, peut être cependant très dangereuse pour les déposants, si elle emploie leurs fonds en immobilisations. Une des plus importantes banques s'était placée à la veille de la guerre dans une situation difficile à cet égard, et le moratorium des dépôts l'a peut-être empêchée de sombrer.

§ 1.— Multiplication des comptoirs de Banque

D'autre part, plus encore que d'autres opérations qui peuvent s'effectuer par correspondance, les dépôts exigent que les clients trouvent auprès d'eux un établissement qui reçoive leurs fonds à vue. Toutes les banques de quelque

importance se livrent à ce genre d'activité. Mais si les habitants des villes sont favorisés à ce point de vue et trouvent dans les voies les plus fréquentées une multitude d'agences d'établissements concurrents, les petites localités, les habitants des petites localités et des campagnes surtout sont contraints d'aller à la ville pour déposer ou retirer leurs fonds. Les frais et les pertes de temps font hésiter les ruraux à faire ces opérations et la thésaurisation est encore bien répandue chez les paysans.

Cependant la multiplication des succursales et des agences jusque dans les chefs-lieux de canton a été, dès avant la guerre, un des moyens utilisés par les grands établissements de crédit pour amener la ruine des banques locales en les concurrençant sur le terrain des dépôts et de l'escompte. Les banques locales et régionales qui ont réussi à sauver leur existence, sous l'égide du Syndicat, puis de la Société centrale des banques de province, ont pratiqué la même politique pour maintenir et développer cette forme d'activité.

Pendant et après la guerre, le placement des emprunts d'Etat, des bons de la défense nationale, opération très fructueuse pour les banques, a été pour elles l'occasion de pénétrer dans les classes rurales. L'attrait de placements sûrs et rémunérateurs a triomphé de l'apathie de ces milieux pour les opérations de banque et les a habitués aux dépôts de fonds. Les grands établissements et les banques locales se sont efforcés de se disputer cette intéressante clientèle, en multipliant leurs agences, en créant même des bureaux intermittents ouverts tous les jours de foires et de marchés. La Banque de France a suivi la même attitude. La convention de renouvellement de son privilège en date du 26 octo-

bre 1917 lui imposait de créer, dans un délai de dix années, 12 succursales et 25 bureaux auxiliaires, et d'organiser un service d'encaissement dans tous les chefs-lieux d'arrondissement et tous les chefs-lieux de canton d'au moins 6.000 âmes. Elle a devancé et dépassé ces obligations. Le nombre de ses places bancables, de 261 au 1^{er} janvier 1913, est passé à 570 en 1919, à 606 en 1924, et atteignait, au 1^{er} janvier 1927, 661 comptoirs, soit : 1 banque centrale, 18 bureaux de Paris et de la banlieue, 159 succursales, 81 bureaux auxiliaires et 402 villes rattachées. (1).

§ 2.— L'intérêt servi aux dépôts

Cependant les banques ne paraissent pas toujours assez soucieuses d'encourager les opérations de dépôt de leurs clients. Les émissions de valeurs mobilières, qui leur procurent des commissions ou des bénéfices importants, semblent les intéresser davantage. Elles ne cherchent pas à attirer les fonds de dépôts par l'appât d'un intérêt un peu élevé. La Banque de France n'en sert même aucun à ses déposants. Sans doute, les banques sont préoccupées d'assurer la liquidité de leurs dépôts et la crise qu'elles ont traversée à la fin de juillet 1914 les a rendues plus timorées et les a incitées à pratiquer une politique plus prudente. Cependant, si elles ne peuvent trouver dans les dépôts les emplois fructueux des opérations à long terme, l'escompte leur permet de les utiliser sans risques et avec un profit sérieux. Pendant la période prolongée où les transactions s'effectuaient surtout au comptant et où le débouché de l'escompte se trouvait réduit, les banques ont trouvé dans les

(1) Comptes rendus aux assemblées générales des actionnaires de la Banque de France.

bons de la défense nationale à court terme un emploi très sûr et très intéressant de leurs fonds en dépôt. On peut estimer que la marge de profit entre l'intérêt servi aux déposants et l'intérêt de l'escompte est vraiment excessive, et que les banques agiraient habilement en attirant à elles par un taux d'intérêt plus élevé des masses plus considérables de fonds, qui leur permettraient d'étendre leurs propres opérations.

Enfin, si la vulgarisation du chèque est conditionnée par la multiplication des dépôts et des comptes courants créditeurs, le développement de ces comptes est lui-même subordonné aux avantages attachés au chèque, puisqu'il constitue le moyen de les utiliser. Les particuliers trouvent dans les dépôts un moyen de faire fructifier leurs fonds en attente d'emploi, de les garantir contre les risques de perte, de vol et d'incendie, de simplifier leur comptabilité et d'économiser du temps et des frais, de régler leurs dépenses. Encore faut-il que l'instrument mis à leur disposition ne soit pas onéreux, soit souple et commode, pour qu'ils n'hésitent pas à le préférer à la thésaurisation de leur argent et au paiement direct de leurs créanciers en numéraire.

Le chèque doit donc comporter une série d'avantage pour les déposants et pour les bénéficiaires, afin de permettre aux premiers de l'utiliser dans sa fonction complète, non seulement pour opérer des retraits de fonds, mais pour le transmettre en règlement à ses créanciers. Nous n'envisagerons pour le moment que les avantages propres au déposant, réservant pour d'autres chapitres les avantages qui intéressent les bénéficiaires, tout en remarquant qu'ils intéressent aussi le tireur. Certains de ces avantages sont, d'ailleurs, communs à l'un et à l'autre.

SECTION III

Le régime fiscal du Chèque

Le législateur de 1865, à la recherche des moyens d'encourager les particuliers à se servir du chèque, avait pensé trouver la cause principale du développement pris par cette institution en Angleterre dans l'exonération fiscale dont la législation britannique avait gratifié le chèque pendant un demi-siècle. Avant la loi du 14 juin 1865, le chèque supportait un droit fixe de 0 fr. 50, s'il était émis sous la forme d'un récépissé, d'un droit proportionnel de 0 fr. 50 par 1.000 francs de capital, s'il affectait la forme d'un mandat de commerce. Le gouvernement, estimant que ce droit entraînait l'essor du chèque, avait proposé dans son projet de 1864, de le réduire à un droit fixe de 0 fr. 10, que la Commission réduisit à 0 fr. 05. Le projet n'ayant pas abouti fut repris l'année suivante. La Commission, d'accord avec le gouvernement, proposa une exemption totale de timbre pendant dix ans, « afin d'encourager l'usage de cet instrument de paiement. » Cette exonération temporaire fut votée, malgré les scrupules constitutionnels d'un membre du Corps Législatif, Ernest Picard, qui refusait à l'assemblée le pouvoir de décider une exonération d'impôt pendant plusieurs années.

D'ailleurs les charges imposées à l'Etat par la guerre de 1870 ne permirent pas de maintenir cette exemption jusqu'à la fin de la période prévue. La loi du 23 août 1871 rétablit le droit fixe de 0 fr. 10 proposé en 1864 ; la loi de finances de 1873 porta le droit 0 fr. 20 pour le chèque tiré de place à place, se refusant cependant à assimiler, comme le sug-

gérât le ministre des finances, le chèque à la lettre de change et à le frapper d'un droit proportionnel de 1 fr. 50 par 1.000 francs. La loi du 22 mars 1924, inspirée, elle aussi, par des préoccupations budgétaires, a de nouveau confondu le chèque sur place et le chèque déplacé au point de vue fiscal, en portant à 0 fr. 20 le droit fixe pour le premier déjà supporté par le second.

Il convient de préciser que, même avec ce droit de timbre, le chèque bénéficie d'un traitement fiscal de faveur par rapport au droit commun du timbre. Son émission supporte un droit fixe minime, et non proportionnel ; sa circulation, par l'endossement qui est un écrit, ne donne lieu à la perception d'aucun droit. Enfin l'acquit apposé sur le chèque même n'est pas assujéti au droit proportionnel de timbre qui frappe les quittances de sommes d'argent et dont le taux a été élevé par la loi de finances du 22 mars 1924.

L'exonération du timbre d'acquit ne profite pas seulement au déposant qui se tire un chèque à lui-même, mais à tout bénéficiaire par tirage direct ou par endossement. Pour achever le tableau du régime fiscal du chèque, mentionnons encore diverses dispositions légales qui ont accordé au chèque de nouvelles faveurs fiscales, soit pour en faciliter l'acceptation par les créanciers, soit pour en développer le règlement par écritures.

Au premier de ces buts se rattachent deux dispositions de la loi du 12 août 1926. D'une part, aux termes de son article premier, « en cas de protêt faute de paiement du chèque, les formalités du timbre et de l'enregistrement sont données en débet. Le recouvrement des droits est poursuivi par le Trésor contre le tireur. » Cette mesure de faveur dispense le porteur non payé du chèque de faire l'avance des

frais du protêt, qu'il risquerait de ne pouvoir ensuite recouvrer sur le tireur ; elle met à la charge de l'administration les risques de l'insolvabilité de celui-ci.

D'autre part, l'article 2 de la même loi permet au créancier qui accepte le paiement partiel d'un chèque insuffisamment provisionné de conserver son titre pour exercer ses recours, moyennant délivrance au tiré d'une quittance séparée. Il accorde à cette quittance le bénéfice de l'exemption du droit de timbre, précédemment réservée à l'acquit donné sur le chèque même.

La loi du 31 décembre 1924, article 8, avait déjà étendu la dispense du timbre de quittance à « toute quittance de sommes réglées par chèque tiré sur un banquier, un agent de change, le caissier-payeur central du Trésor public, un trésorier général, un receveur particulier des finances ou un percepteur, ou par chèque postal, ou par virement en banque, ou par virement postal..., à la condition de mentionner, si le règlement a lieu par chèque, la date et le numéro du chèque ».

En limitant aux chèques tirés sur banquiers, agents de change ou comptables publics l'exemption du timbre de quittance donnée par acte séparé, cette disposition de la loi du 31 décembre 1924 répond au second objectif poursuivi par le législateur, le règlement des chèques par écritures. La législation française autorise le tirage des chèques sur simples particuliers, mais les tirages sur banques ou comptables du Trésor facilitent les règlements par virements et compensations, en raison des relations qui existent entre ces établissements d'une part, entre eux et la Banque de France, d'autre part.

C'est dans le même but que la loi du 30 décembre 1911

dispensait déjà du droit de timbre la mention de domiciliation d'un chèque à la Banque de France, ou à une banque titulaire d'un compte à la Banque de France, et que la loi du 26 janvier 1917 assimilait à cet égard les agents de change aux banquiers. Enfin la loi du 22 mars 1926 a exclu du régime fiscal privilégié et soumis au droit de timbre de quittance du droit commun les chèques « tirés sur toute autre personne qu'un banquier, un agent de change, le caissier payeur central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particuliers des finances. »

. L'ensemble de ces dispositions fait du chèque un écrit privilégié au point de vue du traitement fiscal. On a cependant fait grief au droit de timbre du chèque du développement insuffisant des dépôts en banque, et prétendu qu'il décourage les classes inférieures de la population de se faire ouvrir des comptes, le minime intérêt du dépôt étant vite absorbé par l'émission de plusieurs chèques, si minime qu'en soit le montant. Ce reproche ne paraît pas fondé. Les lois de 1871 et de 1873 n'ont pas arrêté l'essor des dépôts en banque auquel la loi de 1865 avait donné l'impulsion. Le nombre et le montant des comptes créditeurs à la Banque de France se sont régulièrement accrus, bien que le timbre ne soit même pas compensé par un intérêt servi aux déposants. C'est là preuve que le chèque présente par son mécanisme d'autres avantages susceptibles d'attirer les dépôts aux banques, en dépit des droits fiscaux, d'ailleurs très minimes.

En résumé, l'évolution de la législation fiscale du chèque témoigne plus de sollicitude pour les porteurs et pour le règlement par compensation que pour l'émetteur du chèque. Le législateur de 1865, au contraire, s'était montré plus pré-

occupé du tireur. Ce point de vue l'avait conduit non seulement à dispenser l'émission des chèques de droits fiscaux, mais à sacrifier même le bénéficiaire à l'émetteur du chèque. Le projet du gouvernement prévoyait, en effet, l'application des peines de l'article 405 du Code pénal à l'émission d'un chèque sans provision préalable et au retrait de la provision, en cas de mauvaise foi. Or la commission fit rejeter cette disposition comme « dangereuse et inutile ». Sans méconnaître qu'elle est susceptible de favoriser le développement du chèque en augmentant la confiance du public, elle redoutait qu'elle ne s'appliquât à des tireurs de bonne foi et ne les décourageât par la crainte d'une responsabilité pénale. Elle se contente de déclarer que les peines du droit commun seraient applicables à ceux qui utiliseraient le chèque en vue de commettre une escroquerie, et de sanctionner par une amende fiscale, indépendante par conséquent de la bonne foi, l'émission d'un chèque sans provision préalable et disponible. « Sous ce régime, la jurisprudence n'appliquait l'article 405 du Code pénal qu'en présence de manœuvres frauduleuses. Le Corps Législatif avait estimé que la liberté d'émission serait plus favorable à la vulgarisation du chèque que la garantie de sécurité procurée aux bénéficiaires par des mesures pénales.

SECTION IV

Variété des formules de Chèques

La garantie contre la perte ou le vol du numéraire, l'intérêt servi, le régime fiscal de faveur, l'absence de responsabilité pénale en cas de bonne foi : voilà une série d'attraits du chèque susceptibles d'encourager les individus à déposer en banque leurs fonds disponibles. Pour attirer les dépôts, les grands établissements de crédit et la Banque de France ont fait davantage. Ils se sont préoccupés de donner au chèque une souplesse d'application qui permette de l'adapter aux besoins pratiques les plus divers. Des formules variées ouvrent à toute personne, titulaire ou non d'un compte de dépôt ou d'un compte courant, la faculté de se faire délivrer un titre d'encaissement. D'autre part, un chèque tiré sur une banque est payable en principe exclusivement à la caisse où le déposant a son compte. Certaines combinaisons facilitent l'encaissement de place à place, qui peut être utile au titulaire du compte ou au tiers bénéficiaire. Le chèque déplacé, avec visa ou sans visa, le chèque circulaire et la lettre de crédit répondent à ce double besoin.

Le chèque déplacé avec visa peut être touché sur un comptoir quelconque de la banque après visa au comptoir où le compte est ouvert, qui transfère la provision au comptoir où l'encaissement est demandé. Le visa authentifie la signature du tireur et prouve l'existence de la provision ; il ne vaut pas certification et garantie du paiement.

Les chèques déplacés sans visa ont été imaginés par la Banque de France pour faciliter les transactions de sa clien-

tèle sans émissions de billets. Ils sont tirés pour une somme déterminée et payables à vue, sans visa, sur tous les comptoirs de la Banque, moyennant signature du titulaire au moment, de la délivrance du carnet et sur le chèque émis ce qui garantit l'identité du titulaire et du tireur. Ces carnets sont délivrés sans autres frais que le remboursement des timbres de 0 fr. 20 à toute personne titulaire ou non d'un compte courant, d'un compte de dépôts ou d'avances. Le montant des chèques déplacés sans visa est monté progressivement de 3.047 millions en 1915 à 12.530 millions en 1920 et après avoir fléchi à 7.841 millions pendant la crise économique de 1921, il est peu à peu remonté à son niveau de 1920, qu'il a dépassé en 1926, avec un montant de 12.750 millions.

Les chèques circulaires sont des chèques barrés, établis pour une somme quelconque et payables à tout comptoir de la banque à un banquier ou au porteur titulaire d'un compte. Ils offrent la sécurité du chèque barré et permettent à des personnes qui se déplacent fréquemment de se réserver à tout moment des disponibilités sur un point quelconque. Créés en mai 1916, ils ont atteint dès la fin de la première année 47.200.000 francs et se sont élevés rapidement à 1.288 millions en 1917, 2.295 millions en 1918, 4.068 millions en 1919, 6.588 millions en 1920. De 1921 à 1925, ils se sont fixés aux environs de 4 milliards et demi, et, en 1926, ils ont atteint le chiffre record de 6.750 millions.

La Banque de France et les grandes banques de dépôts délivrent aussi des lettres de crédit, qui répondent à un but analogue à celui des chèques circulaires et permettent aux clients de la banque de prélever des fonds en un comp-

toir quelconque jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Telles sont les différentes mesures, d'ordre législatif ou bancaire, qui visent à diriger les fonds d'attente des particuliers vers les banques, en les débarrassant des préoccupations qu'entraîne la conservation de pièces de monnaie ou de billets de banque chez soi, en leur assurant une rémunération, en leur permettant de les retirer à volonté, immédiatement, en un lieu quelconque, moyennant un droit fiscal peu élevé.

Par ces avantages, le chèque répond à sa fonction la plus simple et la plus modeste d'instrument de dépôts et de retraits de fonds. Certaines de ces mesures lui permettent aussi d'être utilisé par le titulaire du compte comme un instrument de paiement succédané de la monnaie. C'est dans cette seconde fonction plus intéressante que nous allons envisager désormais la vulgarisation du chèque, en étudiant la condition juridique et économique qu'il fait à son bénéficiaire.

CHAPITRE III

Le règlement des Dettes par Chèques

L'instrument que le mécanisme bancaire met à la disposition des particuliers remplirait incomplètement sa fonction économique, s'il était exclusivement aux mains des déposants un procédé de retrait de leurs fonds. Le chèque serait uniquement un moyen de faire fructifier des capitaux en en conservant la disponibilité. Il ne serait pas un instrument monétaire, capable de remplacer la monnaie métallique et fiduciaire et de remédier aux inconvénients de leur transport et de leur excessive multiplication.

SECTION I

La fonction du Chèque comme mode de règlement en France

Cependant, la place du chèque dans l'économie générale est loin d'être aussi importante en France que dans les pays anglo-saxons. Tandis qu'en Angleterre et aux Etats-Unis, le chèque joue dans une très large mesure le rôle d'instrument des échanges, au point d'avoir enlevé à la monnaie métallique et aux billets de banque la première place

dans le règlement des transactions, les habitudes françaises cantonnent encore son utilisation au terrain modeste des retraits de fonds par les déposants et les billets de banque conservent, et de loin, le premier rang comme procédé de règlement des échanges. Les personnes qui ont un paiement à effectuer, les commerçants et industriels qui ont des traites à payer retirent leurs fonds en dépôt à la veille de l'échéance en se tirant un chèque à eux-mêmes et paient leurs créanciers, la banque présentatrice des effets, en billets de banque.

L'opposition des mœurs monétaires françaises et anglo-saxonnes ressort nettement des proportions respectives de la circulation des billets dans ces divers pays. D'après une enquête faite en 1858, en Angleterre, à cette époque, sur une circulation annuelle de 75 milliards environ, les billets de banque figuraient pour 11 milliards, les espèces métalliques pour 4 milliards et demi, et les chèques, pour 60 milliards et demi. Dans une maison anglaise de premier ordre, sur un mouvement de valeurs de 1 million de £, 422.948 se réglaient en lettres de change, 510.694 £ en chèques, 45.649 £ en banknotes et 29.709 £ en espèces métalliques. Les règlements par effets de commerce et chèques représentaient donc une proportion de plus de 93 %, les billets de banque, 4 1/2 % et les espèces, 2 % seulement. (1) Aux États-Unis, au début de XX^e siècle, plus de 90 % des transactions se réglaient par effets de commerce ou par chèques, 8 % par billets de banque et 2% par espèces. Avant la guerre, Paul Leroy-Beaulieu observait que l'Angleterre faisait face à un

(1) Darimon, *Rapport sur le projet de loi* (devenu la loi du 14 juin 1865). — Courcelle Seneuil, *Journal des Economistes*, avril 1864.

chiffre d'affaires bien supérieur à celui de la France avec un stock métallique qui ne dépassait pas 40 % de l'encaisse de la Banque de France et avec une circulation de billets cinq fois moindre que notre pays. (1) Nous verrons plus loin que ces effets et chèques se réglaient pour la plus grande partie en écritures. En 1916, M. Charles Georges Picot évaluait la circulation moyenne des billets par tête d'habitants à 390 francs pour la France, 153 francs 15 pour l'Allemagne et 93 francs 20 seulement pour l'Angleterre. (2)

Si les dépôts et les chèques se sont développés en France depuis la loi de 1865, l'usage du chèque est donc demeuré pour une notable proportion au stade d'instrument de retrait de fonds.

Ce rôle plus modeste s'explique d'abord par le moindre développement des dépôts en banque. Moins il y a de particuliers titulaires de comptes, moins il y a naturellement de personnes susceptibles de régler leurs créanciers par chèques. La fin dernière du chèque étant le règlement par écritures, le paiement par chèques se pratique surtout entre personnes titulaires de comptes, entre lesquelles puisse fonctionner le virement ou la compensation. Le développement du paiement par chèque est donc fonction de la multiplication des comptes de dépôts. Or, le montant de ces comptes est beaucoup plus élevé en Angleterre qu'en France. Dès l'année 1880, le total des dépôts et comptes courants des banques par actions et des banques privées anglaises atteignait 520 millions de £. A la fin de 1911, il dépassait 1 mil-

(1) D. Leroy-Beaulieu, *Traité d'Economie politique*.

(2) Ch. Georges Picot, *Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques*, 20 mai 1916.

liard de £ soit 25.615 millions de francs et le 30^e milliard était dépassé en 1923. En Angleterre, tout commerçant, toute personne ayant un revenu de 200 à 300 £, a un compte de dépôts et effectue ses paiements par chèque.

SECTION II

**La conception juridique
et la conception économique du Chèque**

En France, au contraire, ce mode de règlement a peine à s'introduire dans les mœurs. Les créanciers accueillent souvent avec défiance le chèque que le débiteur leur remet en règlement. Il leur paraît un procédé compliqué qui les oblige à se déplacer pour l'encaisser, qui retarde leur paiement, et qui risque s'il n'est pas provisionné, de ne leur laisser qu'un recours illusoire contre le débiteur insolvable. Cet état d'esprit très général ne leur laisse même pas la latitude de trouver un créancier disposé à en accepter à son tour l'endossement. D'autre part, les formalités bancaires ne leur facilite pas toujours l'encaissement des chèques. Enfin, jusqu'à une époque récente, le règlement par chèques des effets de commerce trouvaient un obstacle de fait dans une question de procédure.

En somme, on peut résumer l'opposition de la pratique française et de la pratique anglo-saxonne en disant que la mentalité britannique et américaine envisage dans la remise d'un chèque l'effet économique de paiement d'une dette, tandis que la mentalité française s'en tient au point de vue juridique, qui refuse à la remise d'un chèque l'effet libératoire.

C'est, en effet, un point fermement établi dans la doctrine et la jurisprudence française que le rapport obligatoire n'est pas éteint par la remise du chèque au créancier, mais seulement par la paiement effectif ou par écritures du chèque. Les auteurs et les arrêts refusent ordinairement tout

effet novatoire à l'effet de commerce créé en raison d'une opération antérieure, notamment au chèque remis en règlement d'une dette. La loi du 28 août 1924 a consacré cette opinion pour les chèques émis en paiement d'effets de commerce et la loi du 12 août 1926, art. 3, a donné à ce principe une portée générale. L'émission du chèque laisse subsister la créance originaire avec toutes les garanties qui y sont attachées, jusqu'à ce que le chèque soit payé.

La remise du chèque n'a donc pas non plus pour effet de libérer le débiteur. C'est un mandat de paiement, une opération préliminaire au paiement, et non le paiement lui-même. Les arrêts ont tiré des conséquences importantes de ce principe. C'est le paiement du chèque par espèces, virement ou compensation, qui libère le débiteur et éteint les garanties personnelles et réelles. C'est le lieu du paiement du chèque, et non le lieu de son émission, qui règle la compétence pour les litiges relatifs à l'obligation commerciale principale (1) et la loi applicable en cas de conflit de lois. (2) C'est à l'époque du paiement du chèque et non de son tirage que s'apprécie le cours du change applicable. (3)

Un arrêt isolé (4) se fondant sur le principe qui attribue au porteur du chèque la propriété de la provision, a cependant décidé que la remise du chèque constitue, s'il y a provision, un paiement véritable, équivalent à une dation en espèces.

(1) Chambéry, 1^{er} juillet 1919 ; *Gaz. du Palais*, 1920, 1, Table ; Lyon, 10 juillet 1922, *Gaz. du Palais*, 1922.2.244.

(2) Cass. 17 déc. 1924, *D. Hebdom.* 1925, 59.

(3) Cf. Demontès, *Le paiement par chèque*, *Revue critique*, 1926, et les références citées par l'auteur.

(4) Nancy, 22 juillet 1921, *d.* 1921.2.118.

La thèse qui refuse à l'émission du chèque le caractère d'un paiement est seule exacte juridiquement et même au point de vue économique, puisque le créancier ne reçoit satisfaction que par la remise matérielle des espèces ou le règlement du chèque par écritures. Le règlement par chèque retarde même cette satisfaction et empire la situation du créancier en l'obligeant à certaines diligences (encaissement du chèque dans un lieu et un délai déterminés ; protêt faute de paiement), en l'exposant à n'être pas payé.

Cependant la conception qui fait de la remise du chèque un paiement répond assez bien à la réalité économique dans la pratique anglo-saxonne, où le chèque circule de main en main sans aboutir à un retrait de fonds, absolument comme un billet de banque. De telles habitudes estompent le caractère de mandat de paiement du chèque, comme la circulation des billets de banque estompe leur nature de créance sur la banque d'émission, et assignent au chèque le rôle d'une véritable monnaie que des pratiques analogues ont peu à peu conféré aux billets. Cette conception, mieux adaptée aux besoins de la pratique et qui répond mieux à l'évolution des faits que l'analyse rigoureusement logique du droit du chèque, est implicitement acceptée par les milieux parlementaires, lorsqu'ils poursuivent l'idéal de voir le chèque réduire les besoins de numéraire, remédier à l'inflation. La loi du 28 août 1924 l'a même officiellement admise, en parlant, dans son titre et ses dispositions, du *paiement* par chèques des effets de commerce.

SECTION III

La sécurité du porteur du Chèque

Faire du chèque l'équivalent d'une monnaie, c'est bien l'objectif poursuivi par la législation en conférant au porteur du chèque une sécurité de plus en plus complète, par la pratique, en réduisant le plus possible les frais et les délais d'encaissement.

En effet, nous l'avons vu, les lois successives qui ont modifié sur des points essentiels la loi organique du 14 juin 1865, ont abandonné le point de vue un peu timoré auquel s'était alors placé le Parlement. Loin de redouter de compromettre l'avenir du chèque par des mesures pénales contre les émetteurs, ils ont cherché le secret de sa vulgarisation dans une amélioration constante de la situation des bénéficiaires. Les espèces métalliques et les billets de banque ayant seuls cours légal, le règlement des dettes par chèques est facultatif pour le créancier, comme pour le débiteur. Si les créanciers refusent des chèques en paiement, c'est qu'ils redoutent de n'être pas payés du chèque. Le jour où ils auraient la certitude de se faire rembourser en espèces, tous les créanciers accepteraient des chèques à l'égal des billets, et se le transmettraient les uns aux autres sans en demander même le remboursement, comme des billets de banque. C'est la situation qui se réalise en Angleterre.

Or, c'est la provision préalable et disponible qui donne au porteur du chèque la sécurité complète. En Angleterre, les mœurs considèrent l'émission d'un chèque sans provision comme contraire à l'honneur et cette mentalité suffit, à défaut de sanctions pénales spéciales, autres que celles du

droit commun, pour assurer la circulation du chèque sans méfiance des créanciers. En France, l'état d'esprit est sensiblement différent. L'émission de chèque sans provision est assez fréquente et l'opinion publique se montre volontiers indulgente envers les auteurs, surtout s'ils ont témoigné d'une audace ou d'une habileté peu commune et que la victime est en situation de supporter les conséquences. Aussi est-ce par un réseau de plus en plus serré de dispositions pénales que le législateur s'est efforcé de garantir le bénéficiaire du chèque contre le tireur qui, dès l'émission ou après coup, le priverait de la provision qui constitue sa garantie normale. Il lui a permis, d'autre part, de tirer au moins du chèque tout l'effet utile, en cas de provision insuffisante.

§ 1.— Les garanties pénales de la provision

Le loi du 14 juin 1865 exige une provision préalable et disponible, c'est-à-dire constituée dès le moment de l'émission. Mais, elle avait craint, nous l'avons vu, d'entraver le développement du chèque par des dispositions pénales contre les émetteurs. Elle s'était contentée de frapper d'une amende fiscale de 6 % l'émission sans provision, de bonne ou de mauvaise foi, et de renvoyer au droit commun de l'escroquerie quant aux faits punissables. Les peines de l'escroquerie n'étaient applicables que si l'émission de mauvaise foi s'accompagnait de manœuvres frauduleuses.

La loi du 2 août 1917 a renforcé cette répression manifestement insuffisante. Elle a fait de l'émission d'un chèque sans provision un délit spécial, puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, et assimilé le retrait de la provision après l'émission à l'émission sans provision. Désormais l'émission non provisionnée n'échappe plus à la répression en

l'absence de manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie. La mauvaise foi suffit pour en faire un délit correctionnel. Des arrêts, acquittant les prévenus du chef d'escroquerie, les ont condamnés du chef d'émission sans provision. (1) La mauvaise foi est une condition nécessaire du délit, suivant le droit commun pénal. L'émission sans provision faite de bonne foi ne supporte que l'amende fiscale.

La loi du 12 août 1926 a considérablement aggravé la responsabilité pénale des émetteurs de chèques, en vue de renforcer la sécurité du porteur, toujours dans le but de fortifier la confiance du public dans le chèque et d'économiser la circulation des billets de banque. La distinction de l'escroquerie et de l'émission sans provision de mauvaise foi est abandonnée. L'émission d'un chèque sans provision de mauvaise foi est assimilée à l'escroquerie, et punie des peines de l'article 405 du Code pénal, même en l'absence des manœuvres frauduleuses constitutives du délit de l'escroquerie d'après le droit commun. L'amende est fixée au double du montant du chèque, au maximum, à la moitié de son montant, au minimum.

D'autre part, les pénalités ainsi renforcées frappent des faits plus nombreux que sous la loi du 2 août 1917. A l'émission sans provision, elle assimile non seulement, comme la loi de 1917, le retrait de la provision, mais l'émission avec provision partielle, le retrait partiel, la défense faite au tiré de payer. Tous ces faits, en cas de mauvaise foi, et même à défaut de manœuvres frauduleuses, constituent désormais des délits d'escroquerie.

(1) Trib. Seine, 27 juin 1918, *Gaz. Trib.*, 2-3 déc. 1918 ; 29 mars 1922, *Gaz. Trib.*, 22-23 mai 1922.

Cette disposition compréhensive a heureusement mis fin à la controverse qui avait divisé les auteurs et les tribunaux sur la portée de la répression édictée par la loi du 2 août 1917. Convenait-il d'interpréter restrictivement ses dispositions d'ordre pénal et de limiter à l'émission sans provision et au retrait de la provision les peines qu'elle édictait en cas de mauvaise foi du tireur ? Fallait-il, au contraire, les étendre à l'émission partielle et au retrait partiel, puisque la loi du 2 août 1917 reconnaissait un effet juridique au chèque insuffisamment provisionné ? Fallait-il surtout atteindre la pratique du blocage, par laquelle le tireur anéantit après coup la garantie du porteur du chèque, en donnant au tiré l'ordre de ne pas le payer ?

Le hésitations de la jurisprudence s'étaient manifestées avec éclat dans une affaire où la mauvaise foi du tireur n'était pas douteuse. Acheteur de quatre voitures automobiles, il avait accepté des majorations au prix convenu et, pour en obtenir livraison, il avait émis un chèque au profit du vendeur. Puis, une fois en possession des voitures, il avait ordonné au banquier de ne pas payer le chèque. Le tribunal correctionnel de la Seine, par jugement du 4 juin 1920, par des considérations juridiques s'inspirant du but poursuivi par le législateur, avait assimilé l'oppositon au paiement au retrait de la provision. La Cour d'appel de Paris, par un arrêt du 25 novembre 1921, avait infirmé ce jugement et acquitté le prévenu, en se fondant sur l'interprétation limitative des lois pénales. Le 31 mars 1922, la Cour de Cassation adopta la thèse du Tribunal de la Seine, « attendu que le prévenu n'avait obtenu la livraison des voitures par lui commandés qu'en échange du chèque que Citroën *considérait comme un paiement* définitif ; que l'ordre donné à son ban-

quier par Descorps de ne pas effectuer le paiement du chèque équivalait au retrait de la provision devenue indisponible et *rendrait illusoire la remise du chèque* ; que la situation ainsi créée, avec une mauvaise foi qui ressort des constatations de l'arrêt attaqué, était nécessairement préjudiciable à Citroën *contraire à l'esprit et au texte de la loi susvisée* ».

Bien que la Cour suprême ait évité toute formule générale, on a l'impression, à la lecture de cet attendu du désir des tribunaux de garantir le mieux possible les porteurs de chèques contre la mauvaise foi. En droit, une provision bloquée n'est plus une provision disponible. Le blocage rendrait illusoire la remise du chèque : c'est là un argument plutôt économique que juridique et la Cour suprême dépasse aussi le domaine du droit, en disant que Citroën considèrerait le chèque comme un paiement. Sous ces formules, la Cour suprême exprimait une notion très exacte, très conforme à l'équité de la fonction économique du chèque. La loi du 12 août 1926 lui a très heureusement donné une consécration juridique, en assimilant le blocage de la provision au retrait.

La rédaction de l'article 3 de la loi du 12 août 1926 englobe toutes les hypothèses pratiques par lesquelles un tireur de mauvaise foi prétend refuser ou retirer au porteur le bénéfice de la provision. Il n'y a pas lieu, semble-t-il, de regretter la formule plus compréhensive qu'avait proposée M. Guy de Montjou, visant celui qui, de mauvaise foi, « a usé d'un procédé quelconque après l'émission pour empêcher le bénéficiaire de toucher la provision ».

Dans son exposé des motifs, l'honorable député suggérerait de présumer de mauvaise foi, sous réserve de la preuve con-

traire et sauf le cas de perte ou de vol, le tireur qui bloque le chèque. (1) Le Parlement n'a pas suivi sur ce point l'auteur de la proposition et il a réservé au ministère public, suivant le droit commun, la charge de prouver la mauvaise foi du tireur. Un autre membre de la Chambre des Députés, avait proposé, le 17 décembre 1920, d'appliquer la présomption de mauvaise foi, sous réserve de la preuve contraire, à l'émission sans provision et au retrait de la provision. Cette proposition n'a pas été discutée. Elle dépasse le but de la protection pénale du bénéficiaire du chèque et risquerait de nuire à la diffusion du chèque, en effrayant les tireurs de bonne foi par la crainte d'une responsabilité pénale.

§ 2.— L'opposition au paiement

La loi du 2 août 1917 n'avait pas précisé la nature des relations juridiques du tireur avec le tiré. La répression pénale du retrait fait de mauvaise foi, et, d'après la Cour suprême, du blocage de la provision, laissait entière la question délicate de savoir si, dans leurs rapports réciproques, le tireur avait le droit de donner au tiré l'ordre de ne pas payer le chèque. La révocabilité ou l'irrévocabilité du chèque dépendait de la nature juridique attribuée au chèque, sur laquelle les auteurs sont loin d'être d'accord : mandat révocable ou irrévocable : cession de créance ; délégation par voie de dation.

Sans trancher cette question de principe, qu'il suffit d'indiquer ici, la loi du 12 août 1926 a complété la sécurité conférée au porteur du chèque par ses dispositions pénales

(1) Cf. de Montjou, *Le chèque et la déflation monétaire*, p. 149.

en limitant à deux les cas d'opposition au paiement. Elle ne l'admet qu'en cas de perte du chèque et de faillite du porteur. Elle donne au juge des référés, même dans le cas où une instance en principal serait engagée, compétence pour ordonner, sur la demande du porteur, la mainlevée d'une opposition fondée sur toute autre cause.

Grâce à la responsabilité pénale du tireur, amorcée en 1917, élargie et aggravée en 1926, le créancier peut aujourd'hui accepter un chèque avec confiance, avec les plus grandes chances que la provision existe et sera maintenue jusqu'à l'encaissement du chèque. Sauf le cas d'opposition fondée sur la perte du chèque ou la faillite du porteur, le banquier tiré doit payer le chèque provisionné, l'opposition pouvant être rapidement levée.

Il faut cependant, écartant désormais la responsabilité pénale qui, aux yeux du porteur du chèque, a une vertu surtout préventive, examiner sa situation lorsque, au moment de la présentation du chèque, la provision ne couvre pas le montant intégral du chèque, ou lorsqu'elle n'existe pas.

SECTION IV

Le paiement partiel du Chèque

La loi du 14 juin 1865 n'avait pas prévu l'hypothèse d'un chèque insuffisamment provisionné. Après quelques hésitations, la Chambre civile de la Cour de Cassation avait décidé la nullité complète du chèque, en interprétant rigoureusement les termes de la loi de 1865 qui exigent une provision péalable et disponible, et admis le refus de la banque tirée de payer un chèque de 6.000 francs, par le motif qu'elle ne détenait que 5.711 francs 50 au crédit du tireur (1)

Cet arrêt du 15 mars 1905 avait soulevé les critiques de la doctrine et les protestations des praticiens. Il suffisait d'une erreur involontaire de quelques centimes pour compromettre le sort d'un chèque et la crainte de la nullité, en diminuant la sécurité des porteurs, devait apporter une entrave fâcheuse à la circulation des chèques. La loi du 2 août 1917 a écarté cette solution regrettable. Elle décide que si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision. L'amende de 6 % porte, dans ce cas, sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

Cette innovation améliorait la situation du porteur du chèque, en lui assurant au moins une satisfaction partielle. Les tribunaux ne pouvaient plus désormais, comme la jurisprudence de 1905 les y contraignait, déclarer nulle et sans effet l'offre du tiré de payer le porteur jusqu'à concurrence de la provision disponible.

(1) Cass. civ. 15 mars 1905 S. 1905. p. 161.

La loi du 2 août 1917 était cependant incomplète. Elle ne disait rien nous l'avons vu, de la responsabilité pénale en cas d'émission partielle de mauvaise foi. Elle ne précisait pas si le porteur du chèque était tenu d'accepter le paiement partiel ou s'il avait la faculté de le refuser. La pratique appliquait ici le principe de l'article 1244 du Code civil, qui permet au créancier de refuser un paiement partiel. Mais si le porteur du chèque acceptait un règlement jusqu'à concurrence de la provision, la loi de 1917 ne réglait pas le sort du titre. Le porteur avait besoin du chèque pour exercer ses recours. Le tiré tenait à le conserver pour justifier, par l'acquit apposé au dos, et exempt de droit de timbre, de sa libération partielle. L'Union syndicale des banquiers de Paris et de la province prescrivait la remise au porteur, sur sa demande, d'un engagement sur papier timbré de remettre le chèque à l'officier ministériel ou à l'avocat par lui désigné, sous réserve de restitution à la banque après l'expiration des poursuites.

L'incertitude sur l'étendue des droits du porteur était dangereuse. La loi du 12 août 1926 a tranché la difficulté en faveur du droit commun, du caractère facultatif du paiement partiel pour le créancier. Grâce à une exemption de timbre, les formalités sont simplifiées : le chèque est remis au tiré ; il délivre au porteur une quittance séparée sans timbre.

Si le porteur refuse tout paiement ; le tiré doit mentionner sur le chèque le montant de la provision partielle, et celle-ci est immobilisée à son profit exclusif. Le tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante ou qui refuse de mentionner sur le chèque le

montant de la provision, est passible d'une amende de 500 francs à 10.000 francs.

En pratique, depuis comme avant la loi du 12 août 1926, les banques acceptent toujours le paiement partiel des chèques encaissés par leurs soins, et l'offrent toujours aux porteurs des chèques tirés sur elles.

Lorsque le porteur d'un chèque n'a reçu qu'une satisfaction partielle, ou n'a pu rien toucher, il conserve des recours contre le tireur de chèque et contre tous les endosseurs successifs, tenus solidairement entre eux et avec le tireur, pour leur réclamer le montant du chèque en principal, ou de la portion non payée, et les frais. L'exercice de ces recours est subordonné à un acte dressé par un huissier, le protêt faute de paiement du chèque. Le protêt doit être dressé et signifié au tiré le lendemain du défaut de paiement, et au plus tard, le lendemain du jour où expire le délai de présentation du chèque. Ce délai est de cinq jours pour les chèques tirés sur la même place, de huit jours, pour les chèques déplacés. La loi du 12 août 1926 évite, nous l'avons vu, au porteur non payé de faire l'avance des droits de timbre et d'enregistrement du protêt.

SECTION V

Le règlement par Chèque des effets de commerce

Le porteur qui n'a pu toucher son dû, faute de provision suffisante, ne conserve pas seulement, par le protêt, ses recours contre les signataires du chèque. La remise du chèque n'ayant pas d'effet novatoire, ni libératoire, il peut aussi, à défaut de paiement intégral du chèque, exercer les actions issues du rapport obligatoire principal et mettre en jeu les garanties personnelles ou réelles qui y sont attachées. L'exercice de ces droits se heurtait cependant, avant la loi du 28 août 1924, à un obstacle de fait presque insurmontable et rendait le règlement par chèque à peu près impossible en une matière où il aurait présenté une opportunité toute spéciale, les dettes constatées par des effets de commerce.

Aux termes de l'article 162 du Code de commerce, le porteur d'une lettre de change non payée, pour conserver ses recours contre les signataires de l'effet, tenus solidairement, était tenu de faire constater le refus de paiement par un protêt faute de paiement le lendemain de l'échéance. Si le porteur avait accepté un chèque en paiement de la traite, il lui fallait le présenter à l'encaissement, et les banques demandent pour cette opération des délais variables, plus longs pour les chèques tirés sur d'autres places. Le créancier n'était généralement informé de l'existence de la provision du chèque que postérieurement au lendemain de l'échéance de la traite, trop tard pour en faire dresser le protêt. Pour avoir accepté un chèque, il risquait donc de perdre ses recours contre les débiteurs de

la traite, sans avoir aucune faute à se reprocher, alors que la loi sur le chèque lui laissait même un délai de cinq ou de huit jours pour le faire encaisser. L'obstacle était le même pour le billet à ordre, soumis aux mêmes dispositions légales que la lettre de change.

Cette situation, injuste pour le porteur, était d'autant plus regrettable que les dettes constatées par des effets de commerce auraient pu constituer un domaine particulièrement propice à l'emploi du chèque et au règlement des chèques par virements et compensations. Les transactions constatées dans ces effets représentent une masse considérable de plusieurs centaines de millions, qui viennent à liquidation en même temps, à la fin de chaque mois. Le règlement par chèques de cette masse accumulée aurait permis d'économiser mensuellement un déplacement de billets de banque très considérable. D'autre part, les débiteurs de ces effets sont ordinairement des industriels ou des commerçants, titulaires de comptes de dépôts ou de comptes courants en banque, à qui l'usage du chèque est généralement familier. Enfin, par le jeu de l'escompte et du réescompte, les effets de commerce sont, la plupart du temps, le jour de leur échéance, présentés par une banque ou par la Banque de France. Le règlement des chèques remis en paiement se présentait tout naturellement par virement du compte du tiré au compte de banque ou par compensation. Il était d'autant plus facile que la pratique de la domiciliation des effets de commerce, place fréquemment en face de la banque présentatrice, une banque chargée du paiement de l'effet.

La loi du 28 août 1924 a levé l'obstacle qui empêchait une si importante application du règlement par chèque.

Elle a allongé le délai du protêt de la lettre de change, lorsque le créancier accepte en règlement un chèque. Dans ce cas, par dérogation au principe général qui est maintenu, le porteur de la traite a pour faire dresser le protêt faute de paiement de la traite le même délai que pour faire encaisser le chèque, soit cinq jours ou huit jours à partir de l'émission, suivant que le chèque est tiré sur la place ou déplacé. Le protêt du chèque est notifié au débiteur de la lettre de change au domicile du paiement et le protêt faute de paiement de la lettre de change est dressé, si le débiteur ne paie pas immédiatement sur la notification du protêt du chèque, par le même exploit, pour éviter les frais.

La loi du 28 août 1924 a prévu aussi le cas où le refus du tiré de la traite de la restituer à l'officier ministériel au moment de la notification du protêt du chèque empêcherait l'huissier de procéder au protêt de la traite. Le créancier était obligé dans ce cas, sous le régime du Code du commerce, de demander une ordonnance au président du tribunal en vue de se faire payer, et de fournir caution. Au cas de refus de paiement, le protêt était alors remplacé par un acte de protestation, dressé le lendemain de l'échéance. C'étaient des frais et des pertes de temps, et le porteur du chèque risquait de ne pouvoir dresser l'acte de protestation assez à temps pour faire le protêt de la traite.

La loi du 28 août 1924 dispense le porteur du chèque des formalités des articles 151 et 153 du Code du commerce. L'acte de protestation constatant le défaut de restitution est dressé par l'huissier sans désenparer après la notification du protêt du chèque. Cet acte remplace et conserve au créancier de la traite ses recours.

Lorsque le défaut de restitution est imputable à la mau-

vaie foi du débiteur de l'effet, la loi du 28 août 1924 le frappe des peines de l'abus de confiance. C'est une menace efficace destinée à prévenir la résistance du débiteur à la restitution de la traite.

M. Louis Marin, dans sa proposition de loi, le gouvernement, dans son projet, les rapporteurs des Commissions parlementaires, qui ont réuni les deux textes en un projet unique, se sont plus à décrire les avantages qui résulteraient de la réforme de procédure consacrée par la loi du 28 août 1924.

D'une part, l'usage du chèque en cette matière évitera des déplacements de billets, qui occasionnent des pertes de temps aux commerçants et aux banques. Le matin de l'échéance, toutes les maisons de commerce qui ont des traites à payer sont obligées d'envoyer leurs garçons de recettes à la banque pour en rapporter des liasses de billets. L'après-midi, les garçons de recettes de la banque reprennent ces mêmes billets pour les reporter à la banque. Cette navette un peu ridicule expose les garçons de recettes à de graves dangers de perte, de vol, et même à des attentats relativement fréquents, car on sait qu'à la fin du mois, ces hommes, reconnaissables à leur uniforme, portent dans leur sacoches des liasses énormes de billets de banque.

Le règlement par chèques évite cette navette et tous ses inconvénients. Les tirés, sans déplacement, émettent des chèques de leur carnet. Les garçons des banques n'ont plus de numéraire dans leur porte-feuille, mais des chèques, moins tentants parce que plus difficiles à toucher, impossibles même à toucher par des tiers, s'ils sont barrés.

Autre avantage : ce procédé économise les billets de banque et permet de les réserver pour les besoins généraux

des transactions courantes. Il prévient ainsi de nouvelles inflations et permet de réduire la circulation des billets dans la mesure où ils ne répondent plus à un besoin de numéraire. Il évite à la Banque de France une émission qui vient à chaque fin de mois grossir pour une ou deux semaines le poste de la circulation fiduciaire à son bilan. Les banques en effet, pour être en mesure de satisfaire, à chaque échéance, aux demandes de retraits de fonds effectués par leurs clients pour y faire face, réescomptent leur porte-feuille commercial à la Banque de France. Celle-ci émet des billets pour faire face aux réescomptes et aux demandes de retraits de fonds de ses propres déposants. Puis le recouvrement des effets ramène à la Banque de France ces billets. Le poste des émissions, qui s'était enflé en même temps que le porte-feuille commercial de la Banque de France, se dégonfle bientôt en même temps que lui. Le règlement par chèque rend inutile cette émission temporaire.

Il est encore trop tôt pour apprécier si les résultats pratiques de la loi du 28 août 1924 ont répondu à ces espérances de ses promoteurs. Nous avons pu seulement relever le montant des règlements par chèques des effets du portefeuille de la Banque de France, à Paris seulement, aux échéances de fin d'année 1924 et 1925 :

31 décembre 1924	95.469.000 francs.
------------------	--------------------

31 décembre 1925	160.652.000 francs.
------------------	---------------------

Le succès de la loi de 1924 est subordonné dans une large mesure à l'attitude des établissements de banque et de la Banque de France, puisque, le règlement par chèque des effets de commerce demeurant facultatif, il dépend de ces

établissements détenteurs de la grande masse des effets de commerce à l'échéance, de l'accepter ou de le refuser. A cet égard, il est intéressant de signaler que, dans une conférence commune, les grands établissements de banque ont arrêté les conditions générales d'admission du règlement par chèques. En principe, et sauf examen individuel des cas d'espèces, ils n'acceptent que les chèques tirés sur la Banque de France, un établissement de crédit ou un banquier, par le débiteur lui-même, sur la place ou sur une place située dans le même ressort de tribunal civil que le lieu de paiement de l'effet. Ils écartent ainsi les chèques tirés sur particuliers, les chèques indirects, et les chèques déplacés hors du ressort du tribunal civil. La première condition se justifie par le désir de favoriser le règlement des chèques par écritures et répond à une tendance générale de la politique du chèque. L'exclusion des chèques indirects, acquis au débiteur de la traite par endossement, s'explique par le délai réduit qui reste à courir pour l'encaissement et le protêt, puisque ce délai a pour point de départ l'émission du chèque qui remonte peut être à plusieurs jours. Enfin, la limite apportée à l'usage du chèque déplacé découle d'une disposition de la loi du 28 août 1924 qui décide l'unité d'exploit pour la signification du protêt du chèque et pour le protêt faute de paiement de la lettre de change. Or, un même huissier ne peut instrumenter en dehors du ressort du Tribunal civil auquel il est rattaché.

Quant aux modalités du règlement, les établissements de banques se montrent très larges. Ils acceptent le règlement d'un effet partie en numéraire, partie en un ou plusieurs chèques tirés sur leur banque ou sur une ou plusieurs autres banques. Les chèques peuvent être acquittés en espèces

ou billets, par mandat de virement sur place ou déplacé, ou par compensation.

D'autre part, les lacunes de la loi du 28 août 1924, hâtivement votées sans discussion, risquent de compromettre dans une certaine mesure son application. Elle n'a pas précisé le délai du protêt de la traite dans le cas de présentation tardive à la pratique écarte alors le règlement par chèque, sous prétexte que la présentation tardive de l'effet permettrait au créancier de prolonger le délai du protêt. Elle n'a pas non plus décidé si le porteur du chèque peut comprendre dans ses recours contre les garans de la traite les frais du protêt du chèque, même lorsque la traite est tirée « Retour sans frais ».

Enfin le défaut de paiement du chèque obligeait le porteur à supporter les frais d'un double protêt, faute de paiement du chèque et faute de paiement de la lettre de change. Cette perspective était de nature à éloigner les créanciers de lettres de change d'accepter un chèque en paiement. Par une nouvelle mesure de faveur pour le chèque, l'Administration de l'Enregistrement, par une solution du 8 avril 1925, avait admis l'enregistrement pour ordre et sans nouveau droit du protêt de la lettre de change, quand le chèque de règlement aurait déjà supporté le droit d'enregistrement de 0 fr. 50 % augmenté des décimes. La loi du 12 août 1926 a supprimé l'inconvénient du double protêt au point de vue fiscal, en dispensant d'une manière générale le porteur d'un chèque d'avancer les droits de timbre et d'enregistrement. La double charge subsiste cependant pour les frais instrumentaires.

CHAPITRE IV

Le règlement des Chèques par écritures

Pour que le chèque remplisse intégralement sa fonction de succédané de la monnaie et réalise au maximum ses avantages, économie de déplacement du numéraire, limitation de l'inflation monétaire, il ne suffit pas que les débiteurs l'offrent et que les créanciers l'acceptent comme procédé de règlement de leurs opérations juridiques ; il faut qu'il se résolve lui-même, sans monnaie, par une opération d'écritures, virement ou compensation.

SECTION I

**Le montant des règlements
par virements et compensations**

Or, nous avons vu qu'en France, les billets de banque demeurent encore le procédé normal de paiement. A la veille de la guerre, le montant total des règlements par compensations dépassait à Londres 1 milliard par jour, à New-York, 2 milliards par jour, tandis que l'activité de la Chambre de compensation de Paris n'atteignait pas pour l'année entière 20 milliards.

Depuis la guerre, sous l'impulsion de la législation favorable au chèque et de la Banque de France, le chiffre des effets présentés à la compensation s'est considérablement élevé et même en tenant compte de la dépréciation monétaire, la valeur des effets compensés a très largement dépassé celle des compensations antérieures.

Les tableaux suivants font ressortir la progression de l'activité de la Chambre de compensation des banquiers de Paris depuis sa fondation.

**Opérations de la Chambre de Compensation
des Banquiers de Paris depuis 1872
Opérations Annuelles (1877-1926)**

Exercices 1 ^{er} Avril 31 Mars jusqu'à 1913	Montant des effets présentés à la compensation	Effets compensés	Effets non compensés réglés par mandats
1872-73	801.292.364	528.420.193	272.872.171
1873-74	1.071.151.423	698.552.449	372.598.974
1877-78	1.099.796.709	813.362.227	286.434.482
1878-79	1.314.121.872	1.000.397.622	313.724.250
1879-80	1.611.373.628	1.220.057.822	391.314.806
1880-81	2.042.267.393	1.545.889.331	496.378.062
1881-82	2.272.552.117	1.695.534.158	577.017.956
1882-83	2.079.403.397	1.550.710.200	528.693.197
1883-84	2.109.414.037	1.593.980.764	515.433.273
1884-85	2.071.281.242	1.597.668.552	473.612.690
1885-86	1.961.961.839	1.564.275.671	397.686.168
1886-87	2.195.808.312	1.762.142.921	433.665.391
1887-88	2.348.181.686	1.915.787.711	432.393.975
1888-89	2.709.119.572	2.189.181.122	519.438.450
1889-90	2.570.479.994	2.068.107.017	502.372.977
1890-91	3.001.941.601	2.360.905.539	641.036.062
1891-92	2.434.404.829	1.944.807.792	489.597.037
1892-93	2.357.615.498	1.911.887.875	445.727.623
1893-94	2.689.674.214	2.180.087.608	509.586.606
1894-95	3.071.764.357	2.763.813.297	307.951.060
1895-96	3.675.995.420	2.458.397.030	1.217.598.390
1896-97	3.774.763.328	2.437.031.234	1.337.732.094
1897-98	4.272.905.444	2.785.562.420	1.487.343.024
1898-99	4.783.764.039	3.122.813.956	1.660.950.083
1899-1900	5.327.998.500	3.474.242.844	1.853.755.656
1900-01	5.331.974.731	3.600.924.587	1.731.050.144
1901-02	4.982.370.526	3.676.767.055	1.305.603.471

(Suite)

Exercices 1 ^{er} Avril 31 Mars jusqu'à 1913	Montant des effets présentés à la compensation	Effets compensés	Effets non compensés réglés par mandats
1902-03	5.408.146.611	4.011.494.522	1.636.380.959
1903-04	5.916.288.088	4.279.907.129	1.396.652.089
1904-05	6.943.394.383	5.138.232.629	1.805.161.754
1905-06	8.927.560.084	6.745.813.652	2.181.746.432
1906-07	12.404.381.319	9.829.555.919	2.574.825.400
1907-08	13.047.642.231	9.903.829.882	3.143.812.349
1908-09	13.393.705.185	10.218.502.300	3.175.202.885
1909-10	14.834.029.006	11.776.076.498	3.057.952.508
1910-11	16.998.112.704	13.284.248.666	3.713.864.038
1911-12	17.369.344.231	13.618.232.683	3.751.111.548
1912-13	18.883.036.233	14.837.965.264	4.045.070.969
1913	18.374.444.573	14.483.863.488	3.890.581.085
1914			
(7 premiers mois)	11.837.210.717	9.548.558.785	2.288.651.932
1915	Néant	Néant	Néant
1916			
(6 derniers mois)	2.187.326.236	1.841.237.613	346.088.623
1917	13.707.150.112	9.947.842.898	3.759.307.214
1918	38.544.296.936	27.927.318.600	10.617.078.336
1919	72.938.384.216	58.696.091.578	14.242.292.638
1920	167.123.691.355	138.245.209.490	28.878.481.865
1921	167.159.491.298	139.434.147.927	27.725.343.371
1922	157.645.130.317	134.743.360.221	22.901.770.096
1923	238.721.660.685	212.095.342.576	26.626.318.109
1924	368.058.500.577	330.256.674.348	37.801.826.229
1925	371.655.965.052	335.430.260.465	36.225.704.586
1926	547.851.759.618	496.813.892.767	51.037.866.850

**Relevé des Totaux mensuels, semestriels et annuels
des Opérations de la Chambre de Compensation
de 1917 à 1926
(Milliers de Francs)**

	1917	1918	1919	1920	1921
	Frs	Frs	Frs	Frs	Frs
Janvier...	414.178	2.902.932	3.863.084	10.913.524	16.426.427
Février....	350.140	2.982.634	3.611.261	11.685.341	14.187.181
Mars.....	388.790	3.498.997	4.136.189	14.126.377	14.446.969
Avril	387.923	2.982.557	4.733.939	14.705.325	15.599.443
Mai.....	420.617	4.289.341	5.264.502	14.083.759	15.976.410
Juin.....	436.850	3.150.586	5.469.578	13.782.921	15.143.789
TOTAL du 1^{er} Semestre	2.398.498	19.807.047	27.078.553	79.297.247	91.780.219
Juillet....	716.814	2.856.172	5.855.775	13.920.480	10.946.290
Août.....	1.926.579	2.993.424	5.738.266	13.913.392	12.135.362
Septembre	1.832.773	3.359.549	7.506.602	13.520.517	14.383.323
Octobre ...	2.370.351	3.271.425	7.926.543	14.146.605	11.582.820
Novembre.	2.177.068	3.071.237	8.296.277	16.105.127	12.620.504
Décembre.	2.285.067	3.185.543	10.536.367	16.220.323	13.710.973
TOTAL du 2^e Semestre	11.308.652	18.737.350	45.859.831	87.826.444	75.379.272
TOTAL DE L'ANNÉE	13.707.150	38.544.397	72.938.384	167.123.691	167.159.491

Relevé des Totaux mensuels, semestriels et annuels des Opérations de la Chambre de Compensation de 1917 à 1926

(Milliers de Francs)

	1922	1923	1924	1925	1926
	Frs	Frs	Frs	Frs	Frs
Janvier...	12.229.094	18.864.366	36.846.615	23.912.957	37.293.016
Février...	11.745.854	19.005.098	37.252.450	24.649.800	37.769.774
Mars.....	12.286.486	20.376.272	46.651.183	29.170.081	47.472.868
Avril.....	9.850.732	18.252.045	34.643.354	27.888.776	44.589.468
Mai.....	11.804.858	16.995.400	33.704.520	25.390.098	48.661.499
Juin.....	11.855.786	19.062.583	31.058.067	33.985.493	49.581.500
TOTAL du 1^{er} Semestre	69.781.810	112.535.764	220.156.189	164.907.205	265.368.125
Juillet....	13.487.237	19.121.993	25.229.466	29.453.714	55.842.982
Août.....	12.788.598	19.854.582	25.016.672	24.283.457	46.228.330
Septembre	12.585.779	19.020.485	24.019.287	24.716.258	42.172.106
Octobre...	14.451.361	23.674.497	24.531.562	39.811.539	45.138.350
Novembre.	18.794.442	22.979.576	21.979.348	42.104.998	49.799.867
Décembre.	15.755.903	21.514.763	27.125.976	46.378.794	43.302.000
TOTAL du 2^e Semestre	87.863.320	126.165.896	147.902.311	206.748.760	282.483.635
TOTAL DE L'ANNÉE	157.645.130	238.721.660	368.058.500	371.655.965	547.851.760

Les proportions du montant des effets compensés au total des effets présentés à la Chambre de compensation ont été de 78 % en 1913, 83 % en 1920, 89,7 0/0 en 1924, 90,25 0/0 en 1925 et 90, 68 % en 1926.

A ces chiffres, il convient d'ajouter le montant des effets compensés par les Chambres de province et le montant des mandats de virements sur la Banque de France, réglés par écritures, ou plus exactement la moitié de ce chiffre : les virements comportent, en effet, une double opération d'écritures, une inscription au débit d'un compte et une inscription au crédit de l'autre.

De 1917 à 1926, le montant des virements et compensations effectués par la Banque de France et par les Chambres de compensation de Paris et de province, marque une progression rapide et continue.

Compensations effectuées

par virements sur la Banque de France	par la Chambre de compensation de Paris
--	--

(en millions de francs)'

1917	125.868	9.948
1918	250.042	27.927
1919	392.854	58.676
1920	735.414	138.245
1921	648.315	139.434
1922	625.292	134.743
1923	740.014	212.095
1924	935.120	330.257
1925	986.453	335.430
1926	1.331.665	496.814

par les Chambres de compensation
de Province

1919	12.552
1920	29.159
1921	22.088
1922	26.091
1923	33.442
1924	44.893
1925	56.933
1926	82.407

Malgré leur énorme importance, ces chiffres sont encore bien inférieurs dans leur ensemble à la valeur des compensations effectuées pendant les mêmes années par le Clearing House de Londres.

Ensemble des compensations de la Banque de France et des Chambres de compensation de Paris et de Province		Compensations du Clearing House de Londres
(en millions de francs)		(en milliers de)
1917	196.816	19.121.196
1918	217.969	21.197.512
1919	464.102	28.145.382
1920	902.819	39.038.903
1921	809.837	34.930.559
1922	786.136	37.161.461
1923	985.550	36.627.592
1924	1.310.270	39.532.864
1925	1.378.766	40.437.119
1926	1.910.886	39.825.054

Pour 1926, l'ensemble des compensations des Chambres de Paris et de la province et des mandats de virements sur la Banque de France a atteint 1.879.893 millions de francs. Le chiffre est encore loin des 39.825.054 milliers de *£* compensés au Clearing House de Londres pendant la même période et aux 477.017.236.251 compensés aux Bank Clearings des Etats-Unis pendant les onze premiers mois de l'exercice 1926.

SECTION II

Les Chambres de compensation en France

L'organisation des Chambres de compensation et le mécanisme de la compensation diffèrent assez sensiblement à Paris et en province.

A Paris, la Chambre de compensation des banquiers s'est fondée en 1872 indépendamment de la Banque de France et l'institut d'émission n'en fait même pas partie. Au contraire, les Chambres de compensation de province ont été créées beaucoup plus tardivement, sur l'initiative de la Banque de France. Elle prête les locaux de ses succursales pour la tenue des séances, et elle prend la direction des opérations.

§ 1.— La Chambre de compensation des banquiers de Paris

La Chambre de compensation des banquiers de Paris a été réorganisée en 1916, sur le modèle du Clearing House de New-York. Les tableaux ci-dessus permettent de constater l'essor que cette réforme a donné à ses opérations. Au 15 mai 1926, elle comptait 47 membres.

La Chambre de compensation est administrée par un Comité de direction composé de dix membres élus pour six ans par l'assemblée générale et choisis parmi les dirigeants des banques adhérentes. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Chambre de compensation. Une assemblée générale annuelle examine le rapport présenté par le Comité de Direction sur la gestion de l'exercice écoulé et peut, à la majorité des trois quarts des mem-

bres présents modifier les statuts sur l'initiative du Comité. Elle prononce aussi, à la majorité des deux tiers des adhérents, l'admission de nouveaux membres ou les exclusions.

Les adhérents versent un droit d'entrée représentant leur quote-part dans les frais de premier établissement et une somme de quinze cents francs, destinée à constituer un fonds de roulement.

Les dépenses comprenant les frais généraux sont réparties chaque année entre les adhérents par parts égales, et la quote-part de chaque adhérent est recouvrée dans les quinze jours qui suivent l'approbation des comptes par l'assemblée générale, de façon à reconstituer le fonds de roulement.

Aux termes de son règlement, la Chambre de compensation tient trois séances chaque jour ouvrable, deux les jours où les caisses ferment à midi et les samedis, sauf les jours d'échéances de fin de mois.

Les séances ont lieu sous la direction d'un inspecteur, chargé de maintenir l'ordre et d'établir la feuille de contrôle des opérations.

Les membres envoient à chaque séance deux employés : un distributeur circule pour distribuer les plis et rapporte à sa maison les effets reçus ; un receveur reste au pupitre pour recevoir les plis.

Les chèques, effets, redressements créditeurs, impayés, etc., présentés à la compensation doivent être accompagnés pour chaque banque d'un bordereau indiquant le montant de chaque effet et le total des effets présentés. Il en est de même des versements et redressements débiteurs.

Les effets présentés à la première séance et refusés au

paiement sont rendus autant que possible à la deuxième séance. Les effets présentés à la deuxième séance et refusés au paiement sont rendus à la dernière séance, dite séance de règlement. A cette séance ne peuvent être remis que des effets impayés et des redressements de bordereaux reçus aux séances précédentes, ou des valeurs au sujet desquelles les maisons se seraient préalablement mises d'accord.

Les chèques et autres effets présentés sont acquittés au moyen d'une griffe « Compensé ». Tout effet non rendu est considéré comme payé.

A la différence des Chambres de compensation de province, la compensation, à Paris, ne s'opère pas entre la Chambre de compensation et chaque adhérent, mais entre les membres eux-mêmes. C'est ce que spécifie l'article 2 de ses statuts : « La Chambre de compensation a pour objet de faciliter à ses adhérents, par compensation journalière entre eux, le règlement des versements, chèques, mandats, effets à échéances, avals, etc., qu'ils ont chaque jour les uns pour les autres.

Voici quelques détails techniques qui feront mieux comprendre le mécanisme des opérations et de la compensation.

Chaque distributeur est porteur d'une feuille indiquant pour chaque banque, en face de son nom et de son numéro d'ordre, dans la colonne débit, le total des effets présentés ; dans la colonne crédit, le total des versements à effectuer.

A l'ouverture de la séance, chaque distributeur doit se trouver debout devant le pupitre de son receveur, face à celui-ci. Au-signal donné par l'inspecteur, les distributeurs se déplacent vers la droite simultanément et délivrent leurs plis aux receveurs, dont ils reçoivent décharge par un visa

de réception sur leur feuille. Une fois, le dernier pli délivré, chaque distributeur se retrouve automatiquement devant le pupitre du receveur de sa banque, qui lui remet tous les plis reçus, pour les porter à sa banque, où ils seront dépouillés.

Avant de se rendre à la Chambre de compensation, le receveur inscrit d'après la feuille du distributeur de sa banque, sur sa feuille de compensation, au débit de « Chambre de compensation », le total général des effets apportés par sa banque sur les autres banques ; au crédit de « Chambre de compensation » le total général des versements à effectuer par sa banque.

En outre, aussitôt après le départ des distributeurs, les receveurs inscrivent sur leur feuille : au crédit de chacune des banques le montant des effets qu'ils ont reçus de ces banques, au débit des banques, le montant des versements que ces banques doivent leur effectuer.

Une fois leurs inscriptions faites, les receveurs additionnent leur colonne débit et leur colonne crédit et donnent ces totaux à l'inspecteur qui les inscrit sur la feuille de contrôle.

Il est procédé de même à la seconde séance ; les débits et les crédits de la première séance sont reportés en tête des feuilles. Le même procédé est utilisé à la séance de règlement. Outre les impayés rendus, la fiche du receveur remise à l'inspecteur comprend les totaux des opérations de la journée et le solde débiteur ou créditeur de sa banque.

L'inspecteur établit d'après cette dernière fiche qu'il reçoit des receveurs sa feuille définitive de compensation, et reçoit les mandats des membres débiteurs. Il signe ensuite les mandats pour les membres créditeurs, qu'il remet à la

Banque de France pour être portés au compte des intérêts.

Si pour une raison ou pour une autre, le compte courant à la Banque de France d'un membre débiteur n'a pas la provision suffisante pour acquitter le mandat remis en règlement de son solde de compensation et, si la courverture nécessaire n'est pas produite immédiatement, la compensation de la journée est considérée comme nulle.

Avant compensation définitive, les chèques et effets ne deviennent pas la propriété des tirés, qui en sont simplement dépositaires.

La compensation n'est donc pas pure et simple, mais subordonnée à la condition résolutoire de l'absence de provision nécessaire pour passer les écritures.

Les chèques et effets sur le membre qui n'a pas la provision suffisante ou ceux qui proviennent de lui, sont restitués aux banques qui les ont présentés. On procède alors immédiatement à une nouvelle compensation, qui comprend les chèques et effets des deux premières séances.

Toutes les erreurs (erreurs de chiffres sur les bordereaux ou erreurs d'addition de bordereau) se rectifient d'une banque à l'autre, au moyen de fiches de crédit ou débit qui signalent à la banque l'erreur et la crédite ou la débite, selon le cas. Ces crédits ou ces débits sont considérés comme des effets sur la banque ou des versements à effectuer.

Les réclamations, pour quelque cause que ce soit, sont adressées au président du Comité.

§ 2.— Les Chambres de compensation en Province

En province, c'est à la Banque de France que revient l'initiative de la création des Chambre de compensation. A

partir de 1911, elle avait organisé des séances de compensation au Havre, à Bordeaux, à Saint-Etienne et à Nancy. Interrompu par la guerre, le développement de ces oragnismes a repris à partir de 1917.

Le règlement général de la Banque de France donne pouvoir aux directeurs des bureaux et des succursales, d'organiser, avec l'approbation du secrétaire général, une Chambre de compensation pour le règlement des échéances les plus importantes de chaque mois. Sont admis à en faire partie, tous les établissements de banque installés dans la ville du bureau ou de la succursale et titulaires d'un compte à ce comptoir.

Le nombre des Chambres de compensation s'est régulièrement accru : de 19 en 1917, il est passé successivement, d'année en année, à : 32, 45, 51, 60, 72, 96 ; en 1924, il dépassait la centaine (112) ; en 1925, il a atteint 165 et en 1926, 190.

Les séances de compensation sont organisées d'après un règlement-type accepté par une convention souscrite entre les membres adhérents à la Chambre de compensation.

Elles ont lieu le 15 et le dernier jour de chaque mois, ou plus fréquemment, s'il est nécessaire.

A une première séance, chaque membre de la Chambre apporte les chèques, mandats, effets, dont il est porteur sur tous les autres adhérents, comme tirés sur leurs comptoirs ou domiciliés à leurs guichets. Les valeurs apportées par chaque adhérent sont réparties entre les membres de la Chambre de compensation ; chacun d'eux reçoit les chèques et effets payables ou domiciliés chez lui.

Après cette première séance, le représentant de chaque banque y rapporte les effets qu'il a reçus, la banque les exa-

mine et fait le décompte des effets qu'elle n'accepte pas. Ils sont rendus aux présentateurs, à la séance de règlement, avec indications des motifs de rejet : irrégularité, défaut de provision, etc.

A la séance de règlement, les accrédités des banques auprès de la Chambre de compensation se communiquent les chiffres réciproques de leurs compensations, déduction faite des valeurs impayées. On établit pour chaque banque le montant net des effets remis par elle aux autres banques et le montant net des effets qu'elle en a reçus, par l'intermédiaire de la Chambre de compensation. La différence représente le montant de la somme dont la Chambre de compensation est créditrice ou débitrice envers chacun de ses membres.

Dans les Chambre de compensation de province, à la différence de la Chambre de Paris, la compensation est, en effet, pure et simple. Elle s'opère entre chaque banque et l'ensemble de toutes les autres et fait apparaître au débit ou au crédit de chacune d'elles un solde vis-à-vis de la Chambre de compensation.

La Banque de France joue ici un double rôle : elle est à la fois banque adhérente et Chambre de compensation. Comme Chambre de compensation, elle porte à son débit les soldes favorables qui ressortent au crédit de certaines des banques adhérentes, et à son crédit, les soldes défavorables qui figurent au débit des autres. Comme banque adhérente, elle opère confusion sur elle-même de son solde débiteur et du solde qui lui est dû par la Chambre de compensation.

Le représentant de la Banque de France, agissant en qualité de Chambre de compensation, établit sur une feuille le décompte des opérations et mentionne le montant net

des effets apportés et emportés par chaque banque, ainsi que les soldes débiteurs ou créditeurs correspondants, approuvés par chaque banque intéressée. De leur côté, les délégués des banques adhérentes établissent le décompte de leurs opérations respectives. Si les écritures ont été bien conduites, le solde qui en ressort doit être le même que celui qui figure sur la feuille récapitulative tenue par l'agent de la Banque de France. Celui-ci certifie sur chaque feuille ce solde définitif.

Aux termes de la convention type adoptée par les banques adhérentes, la mention d'approbation des soldes d'approbation des soldes apposée par le délégué de chaque banque sur la feuille de décompte de la Banque de France, peut seule constater leur accord. C'est par cette approbation, formalité essentielle, que la compensation produit son effet, et c'est à ce moment précis que les créances et les dettes de chaque banque s'éteignent vis-à-vis de la Chambre de compensation, jusqu'à concurrence de la somme la plus faible.

Avant d'approuver les opérations, le délégué de la Banque de France peut vérifier sur les livres l'existence d'une provision égale au solde débiteur à la charge des diverses banques. Si cette provision n'existe pas, il n'approuve les soldes qu'après constitution d'une provision suffisante et l'accord des volontés indispensables pour opérer, la compensation, est reculée jusqu'à ce moment. Les établissements titulaires d'un solde créditeur ont ainsi toute sécurité, et n'ont pas à redouter que, une fois leur solde créditeur éteint par la compensation, le défaut de provision des banques débitrices rende illusoire la compensation avec leur solde débiteur.

La compensation opérée entre les effets débiteurs et créditeurs des banques adhérentes à une Chambre de compensation, résultant d'une convention passée entre elles, ne produit d'effets qu'entre elles, conformément au droit commun des contrats. Elle ne modifie pas les rapports créés par le contrat de chèque, la domiciliation, etc., entre les banquiers et leurs clients. Si un chèque est présenté après l'expiration des délais légaux, ou si le client tombe en faillite, les risques courus par le banquier se déterminent d'après les principes ordinaires du chèque et le passage de l'effet par la Chambre de compensation.

SECTION III

Les Mandats de virement de la Banque de France

La compensation entre les créances et les dettes respectives des banques n'est pas en France l'œuvre exclusive des Chambres de compensation, comme en Angleterre et aux Etats-Unis, la Banque de France joue un rôle extrêmement important dans la compensation, par le mécanisme des mandats de virement.

Le mandat de virement, ou mandat rose, imaginé par la Banque de France en 1824, permet de transférer le montant d'une dette existante, soit entre deux personnes ayant l'une et l'autre un compte à la Banque de France, soit entre deux personnes, dont l'une, le donneur d'ordre, a un compte à la Banque de France et dont l'autre est cliente d'une banque qui a elle-même un compte à la Banque de France. Dans le premier cas, le mandat rose permet d'effectuer un virement intérieur de compte à compte, comme toute opération d'écritures par virement du compte d'un client au compte d'un autre client dans une banque quelconque.

Dans le second cas, le mandat rose intervient entre les clients de deux établissements différents : il opère alors une compensation proprement dite analogue à celles qui forment l'objet de l'activité des Chambres de compensation.

Les mandats roses sont utilisés pour les virements de compte à compte sur un même comptoir de la Banque de France. Les mandats bleus permettent d'opérer des virements déplacés entre des comptes ouverts dans deux comptoirs différents.

Le mandat de virement rose est d'un usage extrêmement fréquent. Il est couramment employé par les banquiers et les agents de change, pour acquitter à présentation les dispositions fournies sur eux, telles que les lettres de change et les chèques. Ce procédé évite les déplacements des quantités considérables de billets de banque ou d'espèces qu'exigerait le règlement des opérations d'un montant énorme entre banquiers et agents de change. Et surtout, ces mandats se règlent eux-mêmes sans numéraire, par inscription du montant du mandat au débit du compte de la banque à la Banque de France et au crédit du compte du porteur.

Dans la pratique, les règlements par mandats roses sont d'un usage si habituel que ces mandats sont acceptés à l'égal du numéraire, et la jurisprudence a pu décider que l'agent de change ne commet aucune faute en acceptant le règlement d'un chèque, qu'il était chargé d'encaisser, en un mandat rose, « qui est d'une pratique connue et constante et qui offre la plus grande sécurité et la plus grande commodité au monde des affaires, en permettant le paiement de sommes qui se montent annuellement à un chiffre colossal, sans nécessiter ni numération, ni transport d'espèces. »

Cependant, le mandat de virement n'est, par sa nature, qu'un chèque et non un billet de banque. La remise du mandat rose n'équivaut donc, pas plus que la remise d'un chèque quelconque, à un paiement libératoire pour le débiteur. La dette n'est éteinte et le débiteur libéré que par le règlement du mandat par le virement effectif d'écritures.

C'est ce qu'a décidé le tribunal de la Seine, dans le jugement que nous venons de citer, et qui a été confirmé par la Cour d'Appel et par la Cour de Cassation. Une compagnie d'assurances, ayant acheté des titres de rente sur l'Etat

français, avait réglé son agent de change en tirant un chèque sur la banque où elle avait son compte. L'agent de change avait accepté en règlement du chèque un mandat de virement sur la Banque de France. Mais, malgré ses diligences à le présenter à la Banque de France, le jour même, il ne put être crédité du mandat, la banque tirée ayant épuisé son débit et cessé ses paiements dans la journée même.

La compagnie d'assurances réclamait la délivrance des titres à l'agent de change, qui opposait le défaut de paiement du prix. Le tribunal de la Seine a rejeté la demande de la compagnie, et jugé que, faute de paiement du chèque et du mandat rose, la compagnie n'avait pas été libérée du prix par la simple remise du chèque ni du mandat de virement.

SECTION IV

Des mesures en faveur du règlement des Chèques par écritures

Puisque la fonction du chèque est d'éviter les déplacements de numéraire et d'économiser la circulation des billets de banque, les pouvoirs publics se sont préoccupés, non seulement d'en vulgariser l'usage et la circulation par une plus grande sécurité pour le porteur, mais d'en favoriser le règlement final par écritures, terme essentiel de sa fonction économique.

A cet ordre d'idées se rattachent un certain nombre de mesures dont nous avons déjà rencontré quelques unes en matière fiscale, et dont le but commun est de favoriser le tirage des chèques sur des établissements de banque ou des organismes analogues, la domiciliation sur la Banque de France, ou la présentation par un banquier. Des propositions législatives vont plus loin et préconisent la création de chèques payables exclusivement par compensation, ou la suppression de la faculté de tirer des chèques sur les particuliers.

§ 1. — Le Chèque barré

Dès 1894, l'Union des banquiers de Paris et de la province, à l'exemple d'une pratique déjà répandue en Angleterre, avait créé des carnets de chèques barrés payables exclusivement à un banquier ou à un officier ministériel. Cette pratique avait pour double objectif de garantir le bénéficiaire contre la perte ou le vol et d'éviter la circulation de la monnaie. Mais ce procédé, d'une validité incertaine,

n'était pas entré bien fortement dans la pratique. Sur la proposition de M. Antony Ratier, appuyée par les Chambres de commerce et la Fédération des Industriels et Commerçants français, le Parlement a voté la loi du 31 décembre 1911, qui consacre le chèque à barrement général, payable à un banquier exclusivement et le chèque à barrement spécial, payable uniquement au banquier désigné.

On a souvent attribué au chèque barré le caractère premier d'un instrument de compensation. « Le législateur français, écrit l'auteur d'un article, a cru que le chèque barré devait constituer un moyen de protection, en quoi il s'est grossièrement trompé. Certes, le chèque barré se trouve, par sa forme, constituer un moyen de protection contre la fraude, mais ce n'est là ni son but, ni son caractère essentiel. Le chèque barré constitue uniquement un instrument de virement. Il joue d'une banque à l'autre le même rôle que les virements de la Banque de France entre deux comptes de cette banque. De même qu'aucun officier ministériel, pas plus d'ailleurs que le titulaire même du virement, ne peut encaisser au guichet le montant de la feuille de virement sans tirer au préalable un chèque ouvert sur son propre compte, de même le titulaire d'un chèque barré ne doit pas pouvoir encaisser ce chèque au guichet de la banque sur laquelle celui-ci est tiré, quand même il justifierait de son identité. » (1).

Cette opinion est excessive : en Angleterre, le chèque barré est plus répandu que le chèque ordinaire, mais c'est en raison de la sécurité qu'il donne aux banquiers. Il n'est pas un instrument spécial de compensation, car les chèques

(1) L. Sterling, *Le Moniteur du Commerce*, juin 1921.

ouverts peuvent aussi bien se régler par des virements et des compensations. D'autre part, en France, comme en Angleterre, le banquier tiré peut, sans engager sa responsabilité, payer le chèque barré au véritable propriétaire ou à l'huissier qui le représente. (1). Le rapport de M. Ratier au Sénat sur la loi du 30 décembre 1911 est explicite. « L'article 10 (du projet) précise la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire. » (2).

Enfin, le chèque barré, comme le chèque ouvert, peut être payé en espèces.

Le barrement est donc essentiellement un facteur de sécurité, et non de compensation. Il n'en est pas moins vrai de dire qu'il rend la compensation plus facile que le chèque ordinaire. Il est nécessairement tiré sur un banquier ; il est présenté au paiement en pratique par un banquier. Or, les banquiers sont généralement en relations d'affaires. Ils ont ordinairement des comptes à la Banque de France, et le banquier présentateur acceptera le plus souvent en paiement un virement rose sur la Banque de France, qui se règlera en définitive par une opération d'écritures, ou bien le chèque sera présenté à la Chambre de compensation.

Tel était bien l'avantage pratique attendu de la loi du 30 décembre 1911 : M. Antony Ratier, dans l'exposé des motifs de sa proposition (3) et dans son rapport au Sénat (4)

(1) Trib. Comm. Seine, 26 janvier 1917, *Revue pratique de Législation et de Jurisprudence*.

(2) V. O. Sénat, 4 février 1909, annexe 18.

(3) S. O. Sénat, 26 décembre 1906, Doc. parl. N° 470.

(4) S. O. Sénat, 4 février 1909, Doc. parl., N° 18.

M. Maunoury, dans son rapport à la Chambre des Députés (1), expliquent par le large emploi du chèque barré en Angleterre, le développement atteint par la compensation dans ce pays.

La liaison entre la compensation et le chèque barré paraît si évidente aux auteurs de la loi du 30 décembre 1911, que c'est dans cette loi, relative aux chèques barrés, qu'ils insèrent une disposition relative à la Chambre de compensation, à laquelle aucune autre disposition légale ne faisait allusion. Pour les chèques remis par un banquier à une Chambre de compensation, l'acquit est remplacé par un cachet à date avec la mention « Compensé ».

§ 2. — La domiciliation

La pratique devait bientôt déjouer les espoirs d'économie du numéraire placé, dans la consécration légale du chèque barré. « On a cru, écrivait M. Landry, dans son rapport sur le projet de loi devenu la loi du 26 janvier 1917, (2), faire beaucoup pour le développement du système des virements et des compensations lorsqu'on a élaboré la loi du 30 décembre 1911... On pensait que la consécration légale du chèque barré aurait pour conséquence d'en vulgariser l'emploi ; et on pensait aussi que, les chèques barrés devant obligatoirement être payés par des banquiers à des banquiers, les créances représentées par ces chèques se régleraient sous forme de virements ou de compensations. Sur le deuxième point, on s'était trompé. »

Cet échec de la loi de 1911, au point de vue de la com-

(1) S. O. Chambre, 18 novembre 1911, Doc. parl., N° 1495.

(2) S. O. Chambre, 22 juin 1916, Doc. parl., N° 2229.

pensation, avait pour cause une difficulté d'ordre fiscal. La compensation des chèques ne suppose pas que tous les établissements de banque fassent partie d'une Chambre de compensation. « Une Chambre de compensation ne peut comprendre qu'un très petit nombre de banquiers, parce que la nature même de ses opérations exige une grande concentration. D'autre part, il faut que tous les banquiers du pays puissent y avoir accès ». Ces deux conditions se concilient, notamment en Angleterre, « par l'affiliation des banquiers non spécialisés dans la compensation à quelques banquiers spécialisés », dont « chacun est une tête de colonne à laquelle aboutissent des centaines de banques pour lesquelles il fait chaque jour, avec crédit et débit le jour même de la remise ou de la présentation, la totalité de leurs encaissements et de leurs paiements. » La compensation suppose que les banquiers qui ne sont pas membres de la Chambre de compensation aient intérêt à supprimer leur service de recette et à le confier au membre auquel ils sont affiliés. Autrement dit, il faut que le banquier présentateur et le banquier tiré puissent se substituer, l'un par endos, l'autre par domiciliation de paiement, leur banquier compensateur. » (1). Or, si l'endossement du chèque est exempt de tout droit de timbre, l'administration du timbre voyait dans l'apposition d'une formule de domiciliation, telle que Payable au débit de mon compte à la Banque de France ou dans une Chambre de compensation, un nouvel acte passible du droit de timbre de 0 fr. 10 ou de 0 fr. 20 des ordres de virements exécutés ou non sur la place, sans préjudice d'une amende de 6 francs 25 pour rédaction de deux

(1) Ch.-G. Picot, *Revue Politique et Parlementaire*, 10 juin 1916.

actes (chèque et ordre de virement) à la suite l'un de l'autre sur une même feuille timbrée, contrairement à la loi du 13 brumaire, an VII, art. 22 et 23.

Pour lever cet obstacle à la compensation, la loi du 26 janvier 1917, sur l'initiative de M. Ribot, ministre des finances, a exonéré de tout droit de timbre l'addition sur le chèque, lors de la présentation à l'encaissement, d'une clause de « domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France. » Le texte de la loi ne mentionne pas expressément la domiciliation à une des banques affiliées à la Chambre de compensation, mais elles y sont implicitement comprises, car toutes ces banques ont un compte à la Banque de France. Le texte a même une portée plus générale puisqu'il exonère de timbre la domiciliation à toute banque titulaire d'un compte à la Banque de France, affiliée ou non à la Chambre de compensation.

Enfin, la loi parle d'un chèque quelconque, et ne vise pas exclusivement la domiciliation d'un chèque barré : avec raison, puisque la domiciliation d'un chèque ordinaire peut aussi bien en faciliter la compensation si le bénéficiaire le fait encaisser par son banquier.

Toutefois, la loi du 26 janvier 1917 a réservé aux chèques barrés deux avantages, d'une part, elle a étendu aux agents de change le droit de les présenter à l'encaissement. Cette extension se justifie pleinement par l'importance des sommes que les agents de change sont appelés à manier.

D'autre part, la domiciliation, qui modifie le lieu de paiement, ne peut être faite contre la volonté du porteur du chèque. Par une exception au droit commun, la domiciliation lui est opposable, si le chèque est barré et si elle est

faite à la Banque de France, sur la même place. Cette domiciliation obligatoire est un pas intéressant vers le règlement obligatoires des chèques par écritures, pas d'ailleurs bien petit, et sans inconvénient : le banquier présentateur ne peut avoir d'objection à faire à encaisser son chèque barré au comptoir de la Banque de France de la place.

L'exonération de timbre pour la domiciliation des chèques barrés ou non rend désormais plus aisée leur règlement par écritures. Depuis la loi du 26 janvier 1917, écrivait peu après M. Bokanowski, (1) « désormais, la compensation peut être pratiquée en France comme elle l'est dans les pays anglo-saxons. C'est dans l'ordre législatif, la mesure la plus efficace pour le développement des procédés modernes de règlement. La diffusion des chèques en est le corollaire indispensable. »

Le règlement des chèques barrés par écritures donne, d'autre part, toute sécurité au banquier tiré et le garantit contre la responsabilité d'avoir versé des espèces à un individu qui se présenterait faussement comme l'agent de la banque qui a signé l'acquit. Les instructions des banques tendent de plus en plus à prescrire à leur personnel le règlement des chèques barrés exclusivement par voie de virement ou de domiciliation à la Banque de France.

§ 3. -- Restriction au tirage des Chèques sur particuliers non banquiers

En consacrant le chèque barré et en favorisant la domiciliation des chèques, le législateur s'est proposé de concentrer la présentation des chèques à des caisses, Banque

(1) J. O. Chambre, 2 février 1917, N° 2985.

de France, Chambre de compensation, banquiers agents de change, qui sont en relations d'affaires ; par là même, les rapports réciproques de créanciers et de débiteurs de ces divers établissements sont multipliés et sont susceptibles de se résoudre par compensation entre eux, plus aisément qu'entre la masse presque indéfinie des particuliers sans liaisons les uns avec les autres. La masse même des opérations en jeu rend plus indispensable l'économie de déplacements d'espèces qui seraient formidables et bien supérieures au stock monétaire. Ces établissements se connaissent et sont plus disposés que des particuliers, souvent routiniers et méfiants et trop habitués à voir dans le numéraire le seul instrument des échanges, à régler leurs opérations par des tirages réciproques de chèques ou par la remise de virements roses sur la Banque de France, à laquelle ils ont généralement un compte.

A plusieurs reprises, les pouvoirs publics ont tenté d'aller plus loin et de n'admettre le tirage des chèques que sur banquiers. Le 16 juillet 1918, MM. Nail, Klotz et Clémentel déposaient sur le bureau de la Chambre des Députés au nom du gouvernement, un projet de loi tendant à interdire l'émission de chèques sur toutes personnes autres que les banquiers, les agents de change, le caissier payeur central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances.

Par ce projet, le gouvernement se préoccupait de « rendre le chèque à sa véritable fonction économique » et d'empêcher l'emploi du chèque aux lieu et place des quittances et des traites, assujetties, au lieu du droit fixe minime, à un droit gradué ou proportionnel.

Ce projet n'est jamais venu en discussion devant la

Chambre. Il a été repris dans une proposition de loi déposée le 1^{er} février 1923 par MM. Achille Fould et Guy de Montjou, portant que « le chèque ne peut être tiré que sur un banquier ou un agent de change ayant provision préalable. »

Cette proposition est donc plus restrictive que le projet de 1918 : elle exclut les comptables du Trésor public. Ses auteurs estiment, dans leur exposé des motifs, qu'il ne convient pas d'augmenter le nombre des fonctionnaires. Il est désirable de réserver à la Banque de France le rôle de caissier de l'Etat, tout en respectant les situations acquises.

MM. Fould et de Montjou s'appuient sur l'exemple des pays anglo-saxons où le chèque, si répandu, ne peut être tiré que sur un banquier. Cette mesure contribuera à développer l'emploi du chèque, les comptes en banque et à réduire notablement les paiements en espèces.

Dans le projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales, devenu la loi du 22 mars 1924, M. de Lasteyrie, ministre des finances, proposait, d'une part, d'unifier à 0 fr. 20 le droit fixe d'émission du chèque, « le grand développement du chèque comme mode de paiement, disait-il, ne justifie plus la distinction actuelle entre le chèque sur place et le chèque déplacé ». Cette disposition a été adoptée.

D'autre part, le ministre des finances reprenait, dans sa rédaction même, le projet de 1918 limitant le tirage des chèques sur les banquiers, les agents de change et les comptables du Trésor, en vue d'éviter les fraudes fiscales, dont il évaluait le préjudice pour le Trésor à 12 millions par an.

A deux reprises, la Chambre des Députés accueillit favorablement cette importante réforme sur le rapport de M. Bokanowski, rapporteur général de la Commission des

finances. La législation anglaise et la législation des Etats-Unis, remarquait le rapporteur, définissent le chèque : une lettre de change tirée à vue sur un banquier. Le Code de commerce italien et le Code portugais exigent que le tiré soit un banquier, ou au moins un commerçant. Le système actuel donne lieu à des fraudes importantes et il détourne le chèque de sa véritable fonction économique. « C'est seulement dans le cas où le chèque est obligatoirement tiré sur un banquier qu'il constitue un instrument de liquidation et de paiement, autrement, il n'a guère pour but que d'échapper aux droits plus élevés auxquels sont soumis les effets de commerce. » Enfin « au point de vue économique, c'est seulement lorsqu'il est tiré sur un banquier que le chèque peut, en favorisant les règlements par compensation, permettre à des paiements importants de s'effectuer sans déplacement de numéraire ou avec une quantité relativement restreinte d'espèces, ce qui constitue un progrès considérable. » (1).

Cependant le Sénat s'est refusé à accepter la rédaction proposée par le gouvernement et par la Chambre et celle-ci s'est résignée, sur un second renvoi du Sénat, à voter le texte proposé par la Commission des finances de la haute assemblée.

La Commission sénatoriale ne méconnaissait pas l'importance du préjudice résultant de la fraude signalée par le gouvernement. Pour la prévenir, il lui enlevait tout son intérêt : il a soumis (et c'est la rédaction devenue celle de la loi) au droit de timbre de quittance les chèques tirés dans

(1) J. O. Chambre, 17 et 22 janvier 1924, Annexe N° 6.980.

les cas auxquels s'appliquait l'interdiction proposée par le gouvernement.

Quant à l'utilisation du chèque comme lettre de change, elle est certaine, mais limitée par le tirage à vue et le court délai d'encaissement et il est impossible d'évaluer le préjudice subi de ce chef par le Trésor.

La Commission des finances du Sénat s'est refusée à insérer dans un projet d'ordre exclusivement fiscal, dont le gouvernement demandait le vote d'urgence, une modification profonde au régime actuel du chèque, sans un examen approfondi par la Commission du commerce.

Le danger de fraude étant écarté, la Commission du Sénat ne suit pas le rapporteur de la Chambre sur le terrain économique :

« Le chèque, écrivait son premier rapporteur, M. Bérenger, est un instrument de paiement extrêmement utile au point de vue économique. Son usage que l'on n'a cessé de recommander en vue de réduire la circulation monétaire, s'est, depuis quelques années, beaucoup développé en France. Il constitue un moyen de règlement très commode pour les négociants qui comprennent des effets de cette nature dans leurs versements à leur banque et en sont aussitôt crédités s'ils sont honorablement connus. Il serait regrettable, au moment où il est si désirable de donner au commerce toutes facilités pour développer les affaires qu'il fût privé d'un moyen de paiement qui lui rend de très grands services. » (1).

Dans le second rapport de la Commission du Sénat,

(1) J. O. Sénat, 13 mars 1924, Annexe N° 160.

M. Millières-Lacroix (1) observait d'abord que ce n'est pas seulement dans les rapports de particulier à particulier et de commerçant à commerçant que le chèque est employé comme quittance pure et simple au détriment du Trésor : dans de nombreux cas, les chèques tirés sur des banquiers ou des agents de change constituent aussi la quittance définitive d'un règlement ou d'un paiement ; il faudrait donc interdire aussi l'emploi du chèque dans les relations avec les banquiers ? « Ce serait tuer le malade pour le guérir ».

Le texte de la Chambre créerait « au profit des banques, un véritable monopole des dépôts de fonds et comptes courants au préjudice du commerce. Dans de nombreuses sociétés ou maisons de commerce, « les associés, les actionnaires, les employés parfois sont autorisés à verser des fonds à des comptes de dépôts ou à des comptes courants ouverts à leur nom et productifs d'intérêts. Les sociétés ou maisons de commerce se procurent ainsi, à de bonnes conditions, une partie des fonds de roulement nécessaires à leur fonctionnement. Ces associés et ces employés conservent de cette manière, dans un établissement fonctionnant sous leurs yeux et à la prospérité duquel ils participent, des fonds dont ils peuvent disposer par chèques, au fur et à mesure de leurs besoins.

« Si le texte de la Chambre était adopté et s'il était désormais interdit de prélever par chèque le montant des fonds déposés en compte courant dans les maisons de commerce, un grand nombre des titulaires de ces comptes seraient amenés à porter tout ou partie de leurs fonds disponibles à des banques. Les maisons de commerce et les so-

(1) J. O. 23 mars 1924, Sénat, p. 458.

ciétés, privées d'une partie des ressources dont elles disposaient précédemment, devraient, à leur tour, s'adresser aux mêmes établissements pour se procurer, sous la forme de crédit à haut intérêt, le complément de fonds de roulement dont elles ont besoin.

« On aboutirait ainsi, par la voie indirecte d'une modification à la législation du chèque, à créer au détriment du commerce, une sorte de privilège en faveur des établissements de crédit qui n'en ont pas besoin et qui d'ailleurs ne le demandent pas.

« Il existe encore de nombreux cas dans lesquels l'usage licite du chèque rend des services au commerce. Les négociants remettent en paiement, aux dates d'échéance, des chèques sur leurs clients que les banques se chargent d'encaisser et dont elles donnent immédiatement crédit à leurs cédants, s'ils sont honorablement connus. On évite par ce moyen des déplacements inutiles, des pertes de temps fâcheuse et des immobilisations d'espèces sans nécessité. »

Ces intéressantes considérations du rapporteur de la Commission des finances mettent en pleine lumière le rôle que joue encore le chèque dans l'économie des particuliers, ou plus exactement des commerçants, et peut-être ne justifient-elles qu'un régime de chèques intermédiaire, voisin du système italien et portugais, sans aller jusqu'aux systèmes extrêmes français et anglo-saxon.

Quoi qu'il en soit, si l'interdiction des tirages sur particuliers ou sur commerçants est susceptible de froisser les habitudes commerciales en France, l'assujettissement de ces émissions au droit de timbre de quittance en restreindra sans doute l'usage dans une large mesure. Même limitée à une mesure d'ordre fiscal, la réforme réalisée par la loi

du 22 mars 1924 en cette matière, marque par une nouvelle faveur la bienveillance des pouvoirs publics à l'égard des chèques sur banquiers et assimilés. Bienveillance d'ailleurs parfaitement justifiée par la place de plus en plus importante qu'ils occupent dans la vie économique, par les répercussions qu'ils exercent, par leur masse même, leur circulation, leur faculté de compensation, sur la situation économique et monétaire.

§ 4. — Le Chèque de compensation

Les procédés précédemment analysés, chèque barré, domiciliation, tirages sur banquiers, tendent, indirectement, à réaliser le règlement des chèques sans numéraire, mais l'encaissement en espèces d'un chèque ordinaire, ou même d'un chèque barré, demeure toujours possible pour le porteur. Ne pourrait-on aller plus loin, et faire du chèque un titre de règlement par écritures, sans décaissement d'espèces par le banquier tiré ?

Dans une mesure restreinte, les banques, nous l'avons vu, tendent à imposer aux encaisseurs des chèques barrés le règlement par compensation. D'autre part, la domiciliation est obligatoire pour le porteur d'un chèque barré dans le cas visé par la loi du 26 janvier 1917, mais il demeure libre de n'accepter qu'un paiement en espèces.

La loi allemande du 11 mars 1908 a créé une modalité de chèque à régler seulement en compte, *nur zur Verrechnung*, dans des conditions fixées par son article 14 : « Le tireur, ainsi que tout porteur d'un chèque, peuvent défendre qu'on paie le chèque au comptant en inscrivant sur le recto la mention transversale suivante : *nur zur Verrechnung*. Dans ce cas, le tiré ne peut liquider le chèque que par voie

de compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi et la défense est irrévocable. La violation rend le tiré responsable du préjudice qui en résulte. »

Cette forme de chèque s'est introduite aussi en Autriche, puis en Belgique, Argentine, Hongrie, Lettonie et Turquie.

En 1909, M. Maurice Bellom a fait une vive campagne pour l'adoption en France d'une variété de chèque inspirée du chèque *Nur zur Verrechnung* et qu'il dénommait « chèque de mise en compte ». Le mécanisme proposé était le suivant : « Le tireur crée un chèque sur son banquier ; il y inscrit la mention « à porter en compte » ; il le remet au bénéficiaire ; lorsque le chèque est présenté chez le tiré, ce dernier étant un banquier, au lieu de remettre des espèces au bénéficiaire, est tenu d'en inscrire le montant au crédit du bénéficiaire, chez lui-même, si le bénéficiaire est un de ses clients, ou de le virer au crédit du compte du bénéficiaire ou de tel compte indiqué par ce dernier chez tel banquier avec qui le banquier tiré est en relations d'affaires. » (1).

M. Bellom présenta cette suggestion au Parlement sous forme de pétition adressée au Président de la Chambre des Députés, et sa proposition fut soumise, le 4 novembre 1909, au Sénat, par M. Ribot, et à la Chambre, par M. Lebrun. Mais elle n'eut pas de suite. Le rapporteur de la Chambre des Députés, sur le projet relatif au chèque barré, estima plus expédient de proposer à la Chambre l'adoption du texte du Sénat, pour éviter le renvoi devant la

(1) M. Bellom, *Le chèque moderne*, *Génie civil*, 13 octobre 1909.

Haute Assemblée que nécessiterait l'adoption de la proposition de M. Bellom. D'autre part, les efforts étaient dirigés vers l'adoption du procédé anglais du chèque barré. On craignit de dérouter la pratique encore mal habituée au chèque en lui offrant deux procédés différents.

Le chèque de mise en compte a fait l'objet d'une proposition assez récente, déposée à la Chambre le 16 mars 1923, par MM. Achille Fould et Guy de Montjou, sous le nom de « chèque de virement. » Le texte proposé reproduit à peu près identiquement l'article 14 de la loi allemande de 1908 : « Le tireur ou le porteur d'un chèque peuvent interdire qu'on paie ce chèque en espèces, en inscrivant au recto, entre les barres, la mention « à porter en compte » ou une expression équivalente. Dans ce cas, le chèque ne peut être réglé que par écritures.

« La mention « à porter en compte » n'est pas révocable.

« L'inobservation de cette stipulation rend le tiré responsable de tous les dommages pouvant résulter d'un tel paiement. »

Les mots « entre les barres », qui ne figurent pas dans la loi allemande, indiquent que le chèque de virement est un chèque barré. La mention : à porter à compte, n'est pas sacramentelle et peut être remplacée par toute autre formule de même sens. Il n'est pas dit expressément que « la compensation vaut paiement au sens de la loi ; mais cet effet résulte implicitement du droit commun de la compensation.

L'institution du chèque de compensation présenterait de nombreux avantages. Il offrirait au porteur une sécurité absolue, puisque l'impossibilité du paiement en espèces le garantirait contre tout risque de perte ou de vol. Ce sentiment de sécurité pousserait sans doute à accepter des chè-

ques en paiement et contribuerait à en vulgariser l'émission et la circulation.

Les établissements de banque y trouveraient eux aussi la sécurité que nous les avons vus chercher dans le règlement des chèques barrés par compensation ; leur responsabilité en cas de perte, de vol, de fausse identité d'un encaisseur, serait dégagée.

Enfin, au point de vue de l'économie générale auquel nous nous plaçons ici, le chèque de virement, de mise en compte, de quelque nom qu'on l'appelle, réalise obligatoirement la compensation que les autres procédés ne font qu'amorcer. « Le chèque barré, observait M. Bellom, ne répond pas au même objet que le chèque de mise en compte ; car, s'il constitue une garantie contre le vol, il ne réduit pas au minimum la consommation de la monnaie, le banquier tiré étant libre de payer en espèces la somme inscrite sur le chèque. » (1).

Cette infériorité dans la fonction économique du chèque barré n'avait pas échappé au rapporteur de la loi du 30 décembre 1911 ; mais il voyait dans l'introduction du chèque barré avec faculté de règlement en espèces une étape nécessaire dans l'état alors peu développé du chèque et des dépôts en banque, une mesure destinée précisément à faire l'éducation du public français. Le journal *Le Temps* avait vivement critiqué, dans son numéro du 5 janvier 1912, la loi du 31 décembre 1911, lui reprochant « l'erreur fondamentale qui consiste à ne pas faire du chèque un instrument de compensation, sans mouvement de caisse, sans maniement de fonds. » Le rapporteur de la loi, M. Mau-

(1) M. Bellom, *Le chèque en France*, 1913, p. 20.

noury, répondit dans *Le Temps* du 9 janvier, par les judicieuses observations suivantes :

« Le nombre des personnes ayant des comptes en banque n'est pas assez considérable pour qu'on ait pu procéder autrement. Il fallait bien permettre aux personnes n'ayant pas de compte de remettre un chèque barré à l'encaissement. Sans quoi, il eût fallu que le tireur, avant de tirer un chèque barré, s'assurât que le bénéficiaire possédait un compte en banque, ce qui eût singulièrement limité l'usage du chèque barré. Tel qu'il est prévu, le nouveau chèque barré aura, il faut l'espérer, pour résultat de montrer par la pratique l'avantage de la compensation et conduira sans doute à la multiplication des comptes en banque. Lorsque le nombre de ces comptes aura suffisamment augmenté, on pourra se préoccuper, par une loi nouvelle, de transformer le chèque barré en outil de compensation et uniquement de compensation. »

Depuis l'époque où le rapporteur de la loi de 1911 écrivait cette lettre, l'éducation du public s'est faite très largement. Les dépôts en banque se sont multipliés et leur montant s'est accru. L'usage de la compensation s'est aussi assez fortement répandu. Faut-il admettre le chèque de virement ? Sa consécration par un texte de loi ne nous paraît ni dangereuse ni bien utile. Elle n'est pas dangereuse, puisque le règlement par chèque demeure une opération juridiquement facultative pour le créancier. S'il consent à accepter un chèque en paiement, il est libre d'en préciser les modalités et de demander au tireur le règlement en espèces ou par virement. Le porteur, à son tour, s'il veut endosser le chèque, doit obtenir l'assentiment de l'endossataire à la modalité de chèque qu'il lui propose. Il n'y a

donc pas, semble-t-il, à retenir l'objection que le créancier n'a pas de compte en banque ; s'il n'en a pas, il exigera un chèque sans virement.

Mais si la clause de mise en compte est facultative et soumise à l'acceptation du créancier, le vote d'une loi est inutile. Personne ne soutient aujourd'hui que la nature de mandat de paiement du chèque fasse obstacle à son règlement en écritures. Personne ne conteste la régularité des instructions des banques décidant de régler les chèques barrés par virements. A fortiori, les parties au contrat de chèque peuvent-elles s'entendre sur les modalités du paiement ? Dans les rapports du tireur et du tiré, le virement ne se heurte à aucune objection ; il facilite au contraire, l'opération de règlement et supprime la responsabilité du tiré.

SECTION V

Le Chèque postal

Pour donner une physionomie complète du chèque dans sa fonction d'instrument de règlement sans numéraire, il est indispensable d'examiner une forme particulière, fort différente d'ailleurs du chèque régi par la loi du 14 juin 1865 que nous avons étudié jusqu'ici, mais susceptible de jouer dans le règlement des transactions un rôle tout à fait analogue.

Cette analogie trouvait son expression dans les travaux préparatoires de la loi du 26 janvier 1917 sur le chèque. Le rapporteur de la Commission de législation fiscale, M. Landry, faisait allusion au chèque postal comme succédané du chèque ordinaire pour les particuliers qui n'ont pas de compte en banque. Il rapprochait la Caisse postale des Chambres de compensation. Il rappelait qu'à la suite de l'Autriche-Hongrie, la Suisse avait institué le chèque postal pour parer à une crise monétaire et éviter à la fois la création de monnaies d'argent, interdite par l'Union latine, et l'augmentation dangereuse du stock de monnaie fiduciaire. (1) De même, en Allemagne, pendant la guerre, les chèques postaux ont été utilisés dans une certaine mesure pour remédier à la rareté du numéraire.

Par l'importance des opérations de caisse qu'elle se charge d'effectuer pour les particuliers, l'administration postale joue, en effet, le rôle d'un véritable banquier au comptant et, entre tous les comptes de ses clients, il suffit

(1) J. O. 14 août 1916, p. 1087 et suiv., Doc. parl. C. N° 2341.

d'admettre des virements pour engendrer des règlements sans monnaie, comme par les virements par chèque entre clients d'une même banque, et par les virements roses sur la Banque de France. « On sait, disait M. Emmanuel Vidal, (1) que la poste se charge de recouvrements et d'encaissements, qu'elle délivre des mandats, des bons de poste, des mandats payables à domicile, des mandats internationaux. Ces mandats et bons sont, en fait, des chèques délivrés contre remise spéciale de fonds. On conçoit dès lors, par extension, une somme déposée à l'état constant sur laquelle il pourra être puisé par des chèques, jusqu'à concurrence de la provision ; on conçoit de même qu'un remettant puisse transférer tout ou partie de la somme déposée à une personne ayant un compte à la poste comme lui, ce qui est un virement. Le chèque postal et le virement postal apparaissent donc comme les compléments nécessaires du service postal existant, sauf objections tirées de l'inconvénient qu'il pourrait y avoir à faire ainsi concurrence aux banques privées. »

L'institution du chèque postal a été longue à pénétrer en France. Proposée à maintes reprises en 1904, 1905, 1909 et 1916, elle a été consacrée seulement par la loi du 7 janvier 1918.

Les articles 1 et 2 instituent sous l'autorité du Ministre du Commerce, des postes et télégraphes, un service de comptes courant et de chèques postaux dont la gestion est confiée à l'Administration des Postes et Télégraphes. Le service est assuré par des bureaux régionaux établis dans les villes désignées par décret, et qui ont pour fonction de tenir les comptes courants de chèques postaux.

(1) E. Vidal, *L'Economie du Numéraire*.

Peuvent se faire ouvrir des comptes courants (art. 3), toutes personnes, associations, sociétés, maisons de commerce, groupements de fait ou de droit, domiciliés ou non sur le territoire de la France continentale, dont la demande a été agréée par l'Administration : celle-ci ne la refuse jamais. La demande peut même être remise à un facteur en tournée. Le demandeur y joint un spécimen de sa signature et de celles de ses représentants autorisés par lui à signer les chèques tirés au débit de son compte.

Une même personne peut se faire ouvrir plusieurs comptes courants dans un même bureau de chèques ou dans des bureaux différents.

L'ouverture d'un compte courant postal est donc aussi facile pratiquement que celle d'un compte de dépôt en banque. L'Administration exige seulement un dépôt de garantie. Mais le montant fixé à 50 francs par le décret du 7 février 1918, a été réduite à 5 francs par le décret du 14 juillet 1920. L'obligation du dépôt n'est donc pas une entrave sérieuse au développement des comptes courants postaux.

Par contre, à la différence des banques de dépôts, l'Administration des Postes ne sert aucun intérêt aux titulaires de comptes courants sur les sommes figurant à leur crédit. Dans son rapport précité, M. Landry suggérait, au nombre des moyens, de solliciter vers des placements la monnaie détenue par des particuliers et qui ne leur est pas nécessaire pour leurs paiements, en vue de réduire le montant de la circulation fiduciaire, de servir un intérêt raisonnablement élevé aux titulaires des comptes de chèques postaux, dont le principe venait d'être voté par la Chambre des députés.

Si l'ouverture d'un compte courant postal est facilement

accessible à toute personne, la loi du 7 janvier 1918 avait d'avance entravé le développement de cette institution, en limitant la portée des opérations admises et en les soumettant à un régime fiscal onéreux.

Elle admettait (art. 4) l'inscription au débit des comptes que de chèques nominatifs au profit du titulaire du compte, d'une personne dénommée, ou du titulaire d'un autre compte. Le chèque au porteur avait été écarté ; comme le chèque postal n'est pas suceptible d'endossement, le chèque postal ne pouvait circuler de main en main et servir, à l'égal du chèque ordinaire, à éteindre sans monnaie une série d'obligations. La compensation ne pouvait jouer qu'au premier degré, par un virement d'un compte à un autre.

D'autre part, l'article 5 assujettissait les titulaires des comptes aux droits ordinaires des mandats-cartes, la taxe de factage exceptée, pour les versements faits par des tiers et les chèques à personnes dénommées ; il soumettait à une taxe fixe d'écriture de 0 fr. 10 pour chaque opération « les versements effectués directement par les titulaires sur leur propre compte et au bureau de poste de leur domicile exclusivement, les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par le titulaire à leur profit et les virements. »

Ces taxes étaient prohibitives dans presque tous les cas : à partir d'un montant de cent francs, le système des chèques postaux était plus couteux que l'envoi d'une lettre chargée. Il semblait que le Parlement se fût ingénié à entraver la diffusion du chèque postal en rendant son emploi onéreux et en réduisant son rôle économique.

La loi du 28 juillet 1919 a heureusement tenu compte des critiques des économistes et des protestations du public. Elle a autorisé le chèque au porteur, permettant au

chèque postal de circuler comme de la monnaie et d'éteindre successivement plusieurs dettes. Elle a étendu au chèque postal la politique de faveur fiscale appliquée par le législateur au chèque de droit commun, en substituant aux droits des mandats-cartes un droit fixe de 0 fr. 15 pour les versements et retraits, de 0 fr. 10 pour les virements, les droits ordinaires n'étant maintenus que pour les chèques au porteur ou à personnes dénommées. La loi du 30 juin 1923 (art. 86) a élevé le droit fixe à 0 fr. 25. La loi du 22 mars 1924 a maintenu la taxe fixe d'écritures de 0 fr. 10 pour les virements ; elle a fixé le droit proportionnel des mandats émis en représentation de chèques d'assignation et les chèques au porteur à un tarif allant de 0 fr. 25 jusqu'à 5 francs, jusqu'à 1 fr. 25 de 300 frs. 01 à 500 francs et, au-dessus de 500 francs, 1 fr. 25 pour les premiers 500 francs et 0 fr. 40 par 500 francs excédants.

La même loi assujettit à une taxe supplémentaire de 0 fr. 50 les retraits de fonds par chèques de virement ou de paiement non suivis d'effet, faute de provision suffisante à l'issue du quatrième jour suivant leur réception.

Par ces dispositions, la loi de 1919 a favorisé l'emploi du chèque postal par le titulaire d'un compte à son profit et comme moyen de virement entre les comptes courants postaux. L'emploi du chèque comme procédé de règlement au profit de tiers, chèque d'assignation, chèque au porteur, est moins bien traité au point de vue fiscal. Néanmoins, les taxes ne sont plus prohibitives et le chèque au porteur, désormais admis, a du moins l'avantage de permettre une série de règlements qui s'opèrent sans paiement d'aucune taxe.

On voit déjà par cet aperçu que, dans l'esprit du législateur, le chèque postal ne répond pas tout à fait au mê-

me but économique que le chèque de droit commun. Par sa condition juridique et par son mécanisme, il en diffère d'ailleurs profondément. La loi du 7 janvier 1918 a pris soin de déclarer (art. 6) que « Le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865 et autres dispositions concernant le chèque ordinaire. » Nous avons vu qu'il ne se transmet pas par endossement, que les fonds déposés ne comportent pas d'intérêts ; voici d'autres différences. L'Administration est responsable des sommes reçues pour être portées au crédit des comptes courants, mais non des retards dans l'exécution du service (article 7). La prescription des réclamations contre les opérations, fixées à trois ans par la loi du 7 janvier 1918, a été réduite à un an par la loi du 28 juillet 1919. Le solde de tout compte courant sur lequel aucune opération n'a été faite depuis dix ans est acquis au Trésor public (art.8).

La durée de validité du chèque postal est fixée à dix jours uniformément, à partir de la date d'émission jusqu'à la date où il parvient au bureau de chèque. L'expiration du délai a un effet plus énergique que pour le chèque de droit commun : le chèque postal périmé est nul et de nul effet. (Décret du 7 janvier 1918, art. 29).

Le chèque postal non suivi d'effet ne donne pas lieu à protêt. Il est renvoyé au tireur avec toutes explications utiles. S'il s'agit d'un chèque au porteur, un certificat administratif relatant les causes du refus de paiement est délivré au dernier porteur, pour lui permettre d'exercer éventuellement son action contre le tireur.

D'autre part, on distingue quatre sortes de chèques postaux, correspondant chacun à une catégorie d'opérations déterminée : le chèque nominatif, pour effectuer les retraits

au profit du tireur ; le chèque d'assignation, pour effectuer un paiement au profit d'un tiers ; le chèque au porteur, pour effectuer un paiement au profit d'une personne indéterminée ; le chèque de virement, pour réaliser le transfert de fonds entre deux comptes courants postaux. L'administration délivre deux sortes de carnets ; le premier sert à émettre des chèques de paiement, nominatifs, d'assignation ou au porteur ; le second est spécial aux virements.

Le titulaire d'un compte a la faculté d'assigner par un même chèque des paiements au profit d'une ou de plusieurs personnes déterminées, soit en espèces, au moyen de la conversion de son chèque en un ou plusieurs mandats-cartes payables à des bénéficiaires distincts par un ou plusieurs bureaux de poste, soit par un ou plusieurs virements. Il lui suffit de fournir les indications nécessaires au verso du chèque ou sur un bordereau annexe (décret du 7 janvier 1918, art. 23).

Le chèque postal au porteur est mis en circulation par le tireur, comme un chèque ordinaire. Il ne peut être transmis par la poste que sous pli fermé recommandé. Il est payé à vue, sans acquit ni justification d'identité, exclusivement au siège du bureau détenteur du compte. Le porteur qui ne peut ou ne veut s'y rendre a la faculté de le transformer en un chèque d'assignation.

Les chèques d'assignation ne sont pas remis par le tireur au bénéficiaire comme les chèques ordinaires. Le tireur envoie ses chèques nominatifs ou d'assignation au bureau de chèques détenteur du compte-courant, qui les transforme en mandats-cartes payables à domicile. Ces procédés ont donc sur le chèque de droit commun l'avantage d'éviter au bénéficiaire de faire encaisser les fonds à l'établissement

tiré. Les virements sont effectués de même sur l'ordre du tireur, sans dérangement du bénéficiaire qui reçoit un avis de crédit.

Le décret du 17 janvier 1918 limitait à 100.000 francs le maximum des chèques nominatifs et des chèques d'assignation. Le décret du 28 juillet 1919 a supprimé toute limitation. Néanmoins, tout chèque nominatif émis pour une somme supérieure à 10.000 francs doit faire l'objet d'un préavis par écrit de quarante-huit heures au bureau de chèques. Il en est de même pour le chèque à convertir en un ou plusieurs mandats-cartes au profit de tiers, lorsque la somme à payer par un même bureau dépasse 10.000 francs et pour le chèque au porteur de la même somme transformé en chèque d'assignation. A défaut de préavis, l'Administration peut retarder de quarante-huit heures la suite à donner à ces chèques.

Tandis que, depuis la loi de 1917, le chèque ordinaire, émis pour un montant supérieur à la provision, est valable jusqu'à concurrence de celle-ci, le chèque postal émis pour une somme supérieure à l'avoir net porté en compte, déduction faite du dépôt de garantie, est sans effet : aucun mandat n'est établi ni aucun ordre de virement exécuté dans ce cas et l'Administration se réserve le droit de clore d'office le compte du tireur. (Décret du 7 janvier 1918, art. 25).

En résumé, le chèque postal est par sa nature un mécanisme administratif plutôt que bancaire, et son statut en fait un organisme bien distinct des effets de commerce. L'Administration doit toujours être couverte du montant intégral des opérations. On ne concevrait pas une émission de chèques postaux appuyée sur une ouverture de crédits, comme le cas est fréquent pour les chèques ordinaires en Angle-

terre. La provision partielle n'est même pas admise et peut-être convient-il de déplorer que le chèque postal soit resté sur ce point au stade du défaut de validité du chèque à provision insuffisante, consacré par l'arrêt de Cassation de 1905, bien que l'institution du chèque postal soit postérieure à la loi du 26 janvier 1917.

Le caractère administratif du chèque postal explique aussi l'intervention constante de l'Administration dans les opérations. Le tireur ne le remet pas au bénéficiaire ; il le détache de la souche et l'adresse directement au bureau de chèques détenteur du compte, qui le transforme en mandat-carte et le fait payer à domicile. S'il s'agit d'un virement, le bureau de chèques effectue l'opération et transmet le coupon au bénéficiaire, à titre d'avis de crédit. Indépendamment des critiques justifiées adressées à la réglementation de 1918, modifiée heureusement en 1919, on a fait grief au chèque postal français d'être un mécanisme compliqué. « Dans tous les pays, Allemagne, Suisse, Autriche, une seule manifestation de volonté du titulaire suffit pour faire verser automatiquement à son compte le montant des mandats qui lui parviennent ; chez nous, il devra la renouveler dans chaque cas, ce qui oblige ces mandats à un inutile voyage d'aller et retour, entre la poste et le titulaire. » (1) L'admission du chèque au porteur en 1919 a atténué cette complication, en permettant de transmettre des chèques d'un bénéficiaire à l'autre, sans passer par le canal de la poste. Le système du mandat-carte évite, d'autre part, tout déplacement au bénéficiaire, réglé à domicile : c'est un avantage sur le chèque ordinaire, que le porteur doit faire encaisser.

(1) Bolgert, le chèque postal français, *Revue d'Economie Politique*, 1918, p. 509 et suiv.

Les opérations que permettent de régler les chèques postaux sont d'ailleurs très variées. Les comptes courants postaux peuvent être alimentés :

1°, par des versements effectués par mandats, soit par les titulaires, soit par des tiers ;

2°, par les sommes provenant de l'encaissement à domicile des cartes remboursement ;

3°, par le montant du règlement de compte des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement ;

4°, par l'envoi au bureau de chèques des mandats de toute nature du service intérieur, des bons de poste, des mandats-cartes et des mandats avec avis d'émission du service international émis au profit d'un titulaire de compte ;

5° par l'envoi, au chef du bureau central de chèques postaux, de chèques de banque tirés à son ordre ;

6°, par virements de sommes provenant des comptes courants de la Caisse nationale d'Epargne ;

7°, par virements de sommes provenant d'autres comptes courants postaux.

Les titulaires de comptes peuvent, d'autre part, utiliser les chèques sur leur avoir disponible pour effectuer les opérations suivantes :

1°, Retraits de fonds à leur profit ;

2°, Paiements de sommes au profit d'un tiers désigné ou non ou de plusieurs personnes non titulaires de comptes courants postaux ;

3°, Virements au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux ;

4°, Paiement des redevances postales, télégraphiques et téléphoniques ;

5°, Paiement des taxes des communications téléphoniques et des télégrammes en compte ;

6°, Paiement des abonnements téléphoniques ;

7°, Paiement des frais de protêt des valeurs à recouvrer ;

8°, Versements à la Caisse nationale d'Epargne, soit au profit du titulaire de compte, soit au profit de tiers.

Depuis le 1^{er} mai 1920, les titulaires de comptes courants postaux peuvent se faire ouvrir au bureau de poste de leur domicile un compte particulier alimenté par des prélèvements sur leur avoir disponible au bureau de chèques, et l'utiliser soit pour opérer immédiatement des retraits de fonds à leur profit sans avoir à adresser au préalable un chèque nominatif au bureau de chèques, soit pour régler sans numéraire leurs opérations ou redevances postales, télégraphiques ou téléphoniques.

Depuis la même époque, l'Administration a établi des lettres de crédit pour permettre aux titulaires de comptes de disposer de leur actif au cours de leurs déplacements. Les lettres de crédit comportent des coupures de 100 francs, 500 francs et 1.000 francs et sont payables à vue dans tous les bureaux de poste. Le délai de validité est de deux mois, avec taxe de renouvellement le second mois. Pour prévenir les risques de perte ou de vol, le titulaire peut assigner à l'avance le paiement de chaque lettre de crédit sur tel bureau déterminé à l'exclusion de tout autre et désigner sur le titre la pièce d'identité que devra exiger l'agent payeur.

Grâce à la multiplicité des bureaux de poste, grâce à l'admission du chèque au porteur en 1919, le chèque postal constitue un merveilleux instrument de virement sur place ou déplacé, accessible aux habitants des communes les plus retirées qui n'ont pas dans leur localité d'agence d'une

banque de dépôts. Le titulaire d'un compte courant postal peut faire encaisser des recettes et payer des dépenses par le service des chèques sans se déranger. Ses recettes sont portées au crédit de son compte, sur le vu de « mandats-cartes de versement » émanant de ses débiteurs. Ses dépenses sont inscrites à son débit et payées à ses créanciers sur le vu de chèques postaux émis par lui et convertis en mandats-cartes de paiement. Si le débiteur et le créancier ont l'un et l'autre un compte courant postal, ces dépenses et recettes se règlent par virement de compte à compte, au besoin par l'intermédiaire du service des virements accélérés. Aux termes du décret du 6 mars 1923 le titulaire d'un compte courant postal peut demander que lorsque ses fonds en dépôts atteindront une certaine somme fixée par lui, le surplus en soit viré d'office au compte d'un autre titulaire désigné. Il indique, en même temps, le montant minimum de ce virement qui ne peut être inférieur à 1.000 francs.

D'autre part, le décret du 6 décembre 1918 autorise tout comptable ou régisseur comptable de l'Etat, d'un département, d'une commune ou d'un établissement public à se faire ouvrir un compte courant de chèques postaux unique, pour l'ensemble des services publics gérés par lui. Ces comptes sont dispensés du dépôt de garantie, mais l'avoir ne doit jamais être inférieur à 5 francs.

A ces comptes, sont portés au crédit les versements effectués par les titulaires, au débit, les chèques nominatifs payables à leur profit. En outre, ils peuvent donner lieu à des opérations de virement : au crédit, virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants sous la condition que le chèque de virement soit accompagné d'un avis de crédit, destiné au comptable titulaire du compte et con-

tenant l'indication détaillée de l'imputation à donner par lui à la somme virée ; au débit : chèques de virement émis au profit de titulaires de comptes pour le paiement des dépenses publiques ordonnancées et chèques de virement émis pour tout autre objet, au profit de titulaires de comptes, dans les conditions arrêtées de concert entre le Ministre des finances et le Ministre du commerce.

Ces diverses opérations sont assujetties uniquement à une taxe fixe de 0 fr. 10, prélevée sur le compte crédité dans le cas de versement du comptable à son compte et sur le compte débité dans tous les autres cas.

Aux termes de l'article 7 du même décret, « les créanciers de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui ont un compte courant de chèques postaux peuvent obtenir paiement de l'ordonnance, du mandat ou de l'ordre de paiement délivré à leur profit par l'ordonnateur, sans avoir à se déplacer, ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte courant. »

Le paiement par virement aux comptes de chèques postaux est opéré en vertu, soit d'une clause formule des marchés ou contrats, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit d'une lettre adressée à l'ordonnateur par le titulaire de la créance (art. 8).

Pour les opérations des articles 7 et 8, la taxe de 0 fr. 10 est à la charge du créancier, et déduite du montant de l'ordonnance, du mandat ou de l'ordre de paiement.

Le comptable titulaire du compte débité demeure pécuniairement responsable, dans le cas où le virement n'a pu être opéré, faute de disponibilités suffisantes à son compte courant.

Aucune saisie arrêt ou opposition, aucun transport ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance, ne peuvent avoir d'effet en ce qui concerne la somme portée à la lettre d'avis d'ordonnance, au mandat ou à l'ordre de paiement, s'ils interviennent après que le comptable a revêtu ce titre de la mention *vu bon à payer*.

Les avantages du chèque postal n'ont pas tardé à être aperçus du public et, à partir du moment où la loi de 1919 l'a débarrassé des entraves qu'avait apportées la loi du 7 janvier 1918 à son emploi, il s'est rapidement développé. Le nombre de titulaires de comptes était de 9.012 à la fin de l'année 1918 ; au 31 décembre 1919, il s'élevait à 41.198, représentant un avoir disponible de 294.229.147 francs, soit une moyenne de 7.039 francs par compte. En septembre 1922, le nombre des comptes courants atteignait 144.042 ; en janvier 1923, 154.580.

Le nombre et le montant des opérations effectuées par voie de chèques postaux se sont aussi rapidement développées, et les règlements par virements y occupent la place prépondérante. Dans les tableaux ci-dessous de ces mouvements, la rubrique spéciale « Paiements par virement sur le Trésor, c'est-à-dire sans manipulations d'espèces, représente les prélèvements effectués par les succursales de la Banque de France fonctionnant au chef-lieu de chaque département sur l'avoir de leur compte courant postal.

ANNÉE 1919

	Nombre	Montant
Versements en espèces	2.764.261	3.450.105.913
Paielements en espèces	485.809	3.343.498.979
Virements (débit des comptes)	314.086	4.427.441.162
Virements (crédit des comptes)	313.420	4.426.563.380

ANNÉE 1920

Versements en espèces	10.598.299	12.997.631.330
Paielements en espèces	1.815.205	2.889.017.559
Paielements par virements sur le Trésor	1.044	9.905.302.030
Virement inscrits au débit des comptes courants	934.755	15.551.567.306
Virements inscrits au crédit des comptes courants	932.584	15.518.981.371

ANNÉE 1921

Versements en espèces	18.908.864	17.463.311.765
Paielements en espèces	4.267.628	4.802.924.875
Paielements par virements sur le Trésor	1.044	12.545.151.766
Virements inscrits au débit des comptes courants	1.830.983	20.628.842.208
Virements inscrits au crédit des comptes courants	1.825.885	20.626.467.559

Le montant de ces virements doit être ajouté à celui des règlements opérés tant par les virements roses de la Banque de France que par les compensations faites par les Chambres de compensation de Paris et de province, si l'on veut obtenir l'ensemble des liquidations opérés sans numéraire. On voit que le chèque postal joue un rôle important parmi les procédés de règlements par écritures. Cependant l'accroissement continu du nombre et du montant des opérations effectuées par les bureaux de chèques postaux n'a pas amené le ralentissement des opérations des banques de dépôts que certains redoutaient. On a même prétendu que les entraves apportés par la loi du 7 janvier 1918 à l'emploi du chèque s'expliquaient par le désir de ménager les établissements de crédit et de leur éviter une concurrence redoutable. Ces inquiétudes n'étaient pas fondées, puisque le développement considérable des chèques postaux n'a pas fait obstacle à un développement parallèle des comptes de dépôts en banque. Il en est un peu en cette matière comme en matière de transports, où la création d'une ligne de Métropolitain, loin de ruiner l'exploitation des transports en surface, draine un mouvement nouveau de voyageurs sans réduire l'importance du trafic ancien. Le chèque postal a sa clientèle, que n'atteignaient pas les banques de dépôts. Mieux encore, ses avantages propres le rendent utile, sans former un double emploi, aux établissements mêmes qui ont des comptes en banque. Il n'est guère de firme industrielle ou commerciale, de quelque importance, d'administration publique, qui n'ait à la fois son compte en banque et son compte de chèques postaux. Les banques elles-même ont compris qu'à côté du chèque de droit commun, le compte courant postal était susceptible de faciliter leurs relations, soit avec

les administrations, soit avec leur clientèle privée : le chèque postal peut être l'intermédiaire entre des particuliers très éloignés et un établissement de crédit. Il facilite des opérations de virement entre une personne qui n'a pas de compte a une banque et le compte courant postal de cette banque. Par exemple, il peut servir au titulaire d'un compte courant postal à transférer le montant de son crédit à une banque titulaire d'un compte postal, pour qu'elle en affecte le montant au règlement de ses effets de commerce domiciliés chez elle de placements financiers, etc.

Si le chèque postal venait à se généraliser et que toute administration et tout particulier eussent un compte de chèques postaux, l'Administration des Postes serait appelée à jouer le rôle d'une immense chambre de compensation ou plus exactement de virement, comme le fait une banque entre deux clients titulaires de comptes, ou la Banque de France par le mécanisme des virements roses.

En présence du développement pris par le chèque postal dans un grand nombre de pays, on a même caressé le projet d'en unifier le régime au point de vue international. Le 15 avril 1919, la Chambre des députés invitait le gouvernement français à engager des pourparlers avec les pays alliés ou neutres en vue d'établir un régime de virements et de chèques postaux internationaux. (1) Dans son rapport, M. Auriard, auteur de la proposition qui a abouti à la loi organisant le chèque postal, justifiait cette initiative en ces termes : « Dès qu'une Administration postale a mis au service du public une organisation de comptes courants et chèques postaux dont les opérations peuvent être faites au profit de la

(1) J. O. Chambre, 2^e séance du 15 avril 1919, p. 1973.

population, même de celle qui est la plus éloignée des centres d'affaires, l'idée se présente naturellement à l'esprit qu'il n'y a pas de raison pour limiter ces opérations au régime intérieur et que ce qui se fait dans un même pays peut également être réalisé de nation à nation. En effet, les échanges de correspondance sont possibles entre toutes les parties du globe ; les envois de fonds sous forme de mandats poste, de mandats télégraphiques ou de lettres chargées, sont admis par la généralité des offices postaux. Or le chèque postal n'est lui-même qu'un chèque plus moderne, en même temps qu'un moyen plus perfectionné de libération et il doit, par cela même, être employé dans les relations internationales. » (1)

Le Congrès de l'Union postale universelle, tenu à Madrid, en 1919, a élaboré un arrangement spécial concernant le service des virements postaux internationaux. La France et les 24 autres Etats de l'Union ont adhéré à cet arrangement, qui a été adopté par le Parlement le 30 mars 1921. Mais la date d'entrée en application du service des virements postaux internationaux doit être fixée par décret, et jusqu'ici les restrictions apportées à l'exportation des capitaux par la loi du 3 avril 1918 n'ont pas permis d'organiser le service prévu.

(1) J. O. 22 novembre 1919, Chambre, p. 950 et suiv.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons suivi le chèque pas à pas dans l'évolution de son statut juridique et de ses fonctions économiques. Lorsque la loi du 14 juin 1865 lui donne sa constitution organique, elle cherche à inciter les particuliers à émettre des chèques en leur accordant des faveurs fiscales, en atténuant leur responsabilité. Le chèque se développe assez peu et reste surtout un instrument de retraits de fonds pour les déposants. Longtemps après, en 1911, on essaie de remédier à la faible vulgarisation du chèque, en introduisant en France la formule du chèque barré qui réussit si bien en Angleterre. Mais les exigences du fisc, l'insuffisance relative du nombre de dépôts en banque ne donnent pas au chèque barré l'influence éducatrice qu'on en attendait. Néanmoins la sécurité qu'il confère au porteur incite les tiers à l'accepter en règlement.

C'est surtout avec la guerre que se précise la politique du chèque ; il apparaît comme un remède préventif à l'inflation, par l'économie de numéraire qu'il permet de réaliser. Des lois importantes et nombreuses visent à la fois la seconde et la troisième fonction du chèque : règlement des dettes et compensation. Les lois de 1917 et de 1926 regardent désormais du côté du porteur et accroissent sa sécurité au point de vue du paiement par un réseau de mesures pénales, de plus en plus serré, et en précisant sa situation juridique en face du tireur et du tiré (paiement partiel, blocage, opposition).

Des mesures fiscales favorisent le règlement par écritures, et la loi du 28 août 1924 lève l'obstacle au règlement par chèques des effets de commerce. Enfin les banques, et principalement la Banque de France, apportent leur appui à cette politique du chèque. Les virements roses de la Banque d'émission, depuis un siècle, les Chambres de compensation, constituées par elle en province, indépendante à Paris, prennent en ces dernières années un rapide essor. Les virements de comptes courants postaux viennent s'ajouter aux mandats roses et aux opérations des Chambres de compensation pour constituer une masse croissante de compensations.

Après un long sommeil, dont les mesures législatives le secouaient difficilement, le chèque est aujourd'hui assez bien entré dans les mœurs françaises. L'instrument s'est assoupli par des modalités diverses ; il a pénétré presque toutes les campagnes ; la loi l'a rendu plus sûr, par une préférence marquée donnée au porteur sur le tireur ; elle a heureusement maintenu une véritable protection fiscale ; des organismes variés, des mesures législatives développent de jour en jour la compensation. Sans atteindre le degré de vulgarisation des pays anglo-saxons, le chèque occupe aujourd'hui une place honorable et qui grandit chaque jour dans la vie économique française.

Vu le Doyen,

H. BERTHÉLÉMY

Vu le président de la thèse,

William OUALID.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

<i>Bibliographie</i>	5
<i>Introduction</i>	7
CHAPITRE I. — <i>Les fonctions économiques du chèque</i>	
SECTION I. — Diversité des fonctions du chèque	13
SECTION II. — Comparaison du chèque et du billet de banque	19
SECTION III. — Le chèque et l'Inflation	26
CHAPITRE II. — <i>Les Dépôts en Banque.</i>	
SECTION I. — Le mouvement des Dépôts en Banque en France	48
SECTION II. — Causes générales du mouvement des dé- pôts en Banque	52
SECTION III. — Le régime fiscal du chèque	56
SECTION IV. — Variété des formules de chèques	61
CHAPITRE III. — <i>Le Règlement des dettes par chèque.</i>	
SECTION I. — La fonction du chèque comme mode de règlement en France	64
SECTION II. — La conception économique et la concep- tion juridique du chèque	68
SECTION III. — La sécurité du porteur du chèque	71
SECTION IV. — Le paiement partiel du chèque	78

SECTION V. — Le règlement par chèque des effets de commerce	81
---	----

CHAPITRE IV. — *Le Règlement des chèques par écritures.*

SECTION I. — Le montant des règlements par virements et compensations	89
---	----

SECTION II. — Les Chambres de compensation en France	97
--	----

1) La Chambre de compensation des banquiers de Paris	
--	--

2) des Chambres de compensation en Province	101
---	-----

SECTION III. — Les mandats de virement à la Banque de France	106
--	-----

SECTION IV. — Des mesures en faveur du règlement des chèques par écritures	109
--	-----

1) Le chèque barré	
--------------------------	--

2) La domiciliation	112
---------------------------	-----

3) Restrictions au tirage des chèques sur particuliers non banquiers	115
--	-----

4) Le chèque de compensation	122
------------------------------------	-----

SECTION V. — Le chèque postal	128
-------------------------------------	-----

CONCLUSION	147
------------------	-----

